

La rubrique

DES PATRIMOINES *de Savoie*



éditorial

La Rubrique 26

Conseil général de la Savoie

Conservation départementale du Patrimoine
Hôtel du département, BP 1802
73108 Chambéry cédex
Tél. (00-33-4) 04 79 70 63 60
Fax (00-33-4) 04 79 70 63 01
E-mail cdp@cg73.fr



Le hameau de Poingt Ravier, altitude 1644 m, Valloire, patrimoine rural.

Directeur de la Publication
HERVÉ GAYMARD

Rédacteur en chef
PHILIPPE RAFFAELLI

Direction des Archives et du Patrimoine
JEAN LUQUET, Directeur

Conservation départementale du Patrimoine de la Savoie

FRANÇOISE BALLET, conservateur en chef du patrimoine
PHILIPPE RAFFAELLI, conservateur du patrimoine
JEAN-FRANÇOIS LAURENCEAU, attaché de conservation
SANDRINE VUILLERMET, assistante qualifiée de conservation
VINCIANE NÉEL, assistante de conservation
FRANÇOISE CANIZAR, rédacteur en chef
ODILE REBOUILLAT, rédacteur
CATHERINE BOULOUFFE, secrétaire

Crédit photographique

Hervé Dubois, CAUE de la Savoie (couverture)
Conseil général de la Savoie, CDP,
Direction de la communication
de la Ville d'Aix-les-Bains (page 3)
Conseil général de la Savoie, Service communication
de la Ville d'Albertville, Jean-Sébastien Faure
et Damien Fontaine (page 4)
Laurent Guette, Conseil général de Haute-Savoie,
Zeppelin (page 5)
Société d'art et d'histoire d'Aix-les-Bains (pages 6 et 7)
P. Jacques, Odile Bigaut, Office de Tourisme d'Aussois,
Karine Mandray (ATD) (pages 8 et 9)
Frédéric Colomban, Viviano Mancini,
Conseil général de Haute-Savoie (pages 10 et 11)
Isabelle Fournier, Gilles Garofolin,
Ville de Chambéry (pages 12 et 13)
CDP, CAUE de la Savoie (pages 14 à 17)
CAUE de la Savoie (pages 18 et 19)
Musées de Chambéry (page 20)
Archives départementales de la Savoie (page 21)
Christophe Guffond, SDAHs (pages 22 et 23)
Jean-François Laurenceau, CDP (page 24)
GTA - ADTRB (page 25)
AC Aix-les-Bains, François Fouger (pages 26 et 27)
Écomusée de Thônes, S. Mahfoudi, APS - CG 74 (pages 28 et 29)
Denis Guers, Réseau Empreintes 74, Loïc Choux (page 30)



CONSEIL GÉNÉRAL

Réalisation le cicero
Dépôt légal 4^e trimestre 2010
Tirage 2800 exemplaires
ISSN 1288-1635

Ce nouveau numéro de la *Rubrique des patrimoines* est l'occasion de rappeler les points forts de l'année du 150^e anniversaire du rattachement de la Savoie à la France au cours de laquelle les thèmes d'histoire et du patrimoine ont souvent été au premier plan.

L'action commune avec le Conseil général de Haute-Savoie dans le cadre de l'Assemblée des Pays de Savoie a servi de cadre aux événements principaux : l'établissement d'un calendrier de manifestations et d'un site internet communs, les colloques et publications universitaires qui ont permis d'établir des fondements historiques solides pour les commémorations, la publication de *Nice et Savoie, un regard contemporain* chez Actes Sud, ou encore l'accueil chaleureux ménagé aux délégations savoyardes à l'Assemblée nationale et au Sénat en juin.

Pour le département de la Savoie, il faut souligner la forte implication des associations culturelles et de tous les territoires avec plus de 230 événements recensés et labellisés, la plupart des communes et intercommunalités mobilisées. Au total, s'est dessiné un large succès populaire ainsi qu'un consensus pour organiser des centaines de manifestations variées où fête et célébration de la Savoie dominaient.

Parmi ces centaines de projets, certains événements forts resteront : la venue en Savoie du Président de la République, le 22 avril 2010, a permis de réaffirmer l'attachement institutionnel à la République. Un peu plus subjectivement, le spectacle inaugural des Estivales du Château le 14 juin ou le rassemblement des musiciens et choristes de *Chacun Sa Savoie* ont bien montré l'état d'esprit de ces commémorations alliant histoire et créativité. Le projet du Musée savoisien que la *Rubrique* a déjà évoqué et sur lequel elle aura de nombreuses occasions de revenir, mais aussi le réseau des acteurs culturels qui ont été fortement sollicités au cours de l'année sont les témoins d'une véritable dynamique engagée autour du patrimoine de la Savoie. Les porteurs de projets patrimoniaux des Pays de

Savoie sont désormais mis au défi de s'inscrire dans ce contexte favorable et de s'y inscrire durablement comme projet culturel, au-delà des aléas économiques et financiers conjoncturels.

L'année 2010 fut également l'opportunité de nouer de nouveaux contacts avec nos amis italiens. 2011, année anniversaire fondatrice de l'unité italienne, nous donne une occasion de renforcer les partenariats. Le travail est déjà engagé dans ce sens, notamment avec la Région autonome de la Vallée d'Aoste et la province de Turin, dans le cadre de la Conférence des Alpes franco-italiennes (CAFI). Les projets patrimoniaux dans le domaine des musées et des monuments historiques font partie des dossiers envisagés d'un commun accord et porteurs d'avenir.

Dans un domaine très différent, l'année 2010 a vu une refonte des aides départementales aux collectivités, entre autres le dispositif d'aide à la sauvegarde du *Patrimoine rural non protégé*. La dimension technique inévitablement complexe de ces mesures ne doit pas dissimuler l'enjeu. Ce fut, en effet, l'opportunité de gagner en cohérence et en qualité dans la procédure d'instruction des dossiers en définissant des critères rigoureux et objectifs pour évaluer l'intérêt patrimonial des projets, par exemple leur respect des normes d'intervention ou d'aménagement des bâtiments à valeur historique ou encore l'insertion dans un programme cohérent de sauvegarde.

La programmation des projets tiendra compte d'un ordre de priorité établi selon trois critères, par ordre d'importance :

- l'urgence des travaux de sauvegarde et restauration ;
- l'insertion dans un programme pluriannuel complet de sauvegarde à l'échelle d'un bâtiment, d'un ensemble de bâtiments ou d'un territoire ;
- la qualité du bâtiment ou de l'équipement à sauvegarder ou restaurer.

L'engagement collectif, renouvelé et renforcé, à identifier et soutenir en priorité des projets en raison de leur qualité est déjà, mais doit être plus que jamais, la « marque de fabrique » des actions en faveur du patrimoine dans les Pays de Savoie. Cette affirmation peut assurément résumer les ambitions de l'année du 150^e anniversaire qui s'achève et servir de fondement aux projets de demain.

Hervé Gaymard

Député,

Président du Conseil général de la Savoie

ont collaboré à ce numéro ■ Philippe BARBEYER, architecte DPLG et agréé en architecture, 04 79 75 20 67 ■ Odile BIGAUT, Office de tourisme d'Aussois, Maison d'Aussois, 04 79 20 42 22, odile-bigaut@aussois.com ■ Sylvie CLAUD, conservateur du Patrimoine, directrice-adjointe des Archives départementales de la Savoie, 04 79 70 87 73, sylvie.claud@cg73.fr ■ Corinne CHORIER, attachée de conservation, Conservatoire d'art et d'histoire de Haute-Savoie, 04 50 51 87 03, corinne.chorier@cg74.fr ■ Guillemette CLOUET, chargée de mission, Réseau des musées et maisons thématiques, Conservation départementale du patrimoine de la Savoie, 04 79 70 63 69, guillemette.clouet@cg73.fr ■ Béatrice DRUHEN-CHARNAUX (SAHAB), 04 79 88 68 14, fildelieu@aixlesbains.com ■ Hervé DUBOIS, architecte, CAUE de la Savoie, 04 79 60 75 50, caue.savoie@libertysurf.fr ■ Audrey GELLOZ, chargée de mission 150^e anniversaire du rattachement de la Savoie à la France, Conservation départementale du patrimoine de la Savoie, 04 79 96 73 97, audrey.gelloz@cg73.fr ■ Philippe GRAS, chercheur à l'Inventaire du patrimoine de la Ville d'Aix-les-Bains, Archives municipales d'Aix-les-Bains, 04 79 61 40 84, p.gras@aixlesbains.fr et Marie-Reine Jazé-Charvolin, chercheur à l'Inventaire du patrimoine de la Ville d'Aix-les-Bains ■ Christophe GUFFOND, assistant de conservation, Service d'Archéologie, Conseil général de la Haute-Savoie, 04 50 51 96 40, christophe.guffond@cg74, avec le concours de Laurent D'Agostino, archéologue médiéviste ■ Jean-François LAURENCEAU ■ Bruno LUGAZ, directeur du CAUE de la Savoie, 04 79 60 75 50, caue.savoie@libertysurf.fr ■ Samir MAHFOUDI, chargé de mission, Inventaire patrimoine de l'eau, Direction des affaires culturelles de Haute-Savoie, 04 50 51 96 41, samir.mahfoudi@cg74.fr ■ Karine MANDRAY, chargée de mission randonnée, ATD de la Savoie, 04 79 85 12 45, karine.mandray@cdt-savoie.fr ■ Vinciane NÉEL ■ Philippe RAFFAELLI ■ Diane RASSENEUR, chargée de mission, Sentinelles des Alpes, route des Grandes Alpes, Association Grande Traversée des Alpes, 04 76 42 93 57, diane.rasseneur@grande-traversee-alpes.com ■ Société d'art et d'histoire d'Aix-les-Bains, 2 rue Lamartine, 73100 Aix-les-Bains ■ Mireille VÉDRINE, conservateur du patrimoine, Musées de Chambéry, 04 79 33 44 48, m.vedrine@mairie-chambery.fr ■ Guillaume VEILLET, Service des collections départementales, Direction des affaires culturelles, Conseil général de Haute-Savoie, 04 50 51 02 33, guillaume-veillet@cg74.fr ■ Cécile VERDONI, animateur de l'architecture et du patrimoine, service Ville d'art et d'histoire, EPIC Chambéry Promotion, 04 79 70 15 94, c.verdoni@mairie-chambery.fr ■ Éric VIRIOT, chargé de mission auprès du Cabinet du Président du Conseil général de Haute-Savoie, eric.viriot@cg74.fr ■ Sandrine VUILLERMET

retour sur le 150^e anniversaire du rattachement de la Savoie à la France

Le cent cinquantième aura marqué l'actualité de l'année 2010. Les Pays de Savoie ont en effet vécu au rythme de l'événement. Aussi, les Conseils généraux de la Savoie et de la Haute-Savoie, associés au sein de l'Assemblée des Pays de Savoie, ont souhaité participer à ce moment d'échanges et de partage en soutenant l'organisation, le recensement, la valorisation et la promotion de nombreux projets savoyards et haut-savoyards.

La collecte et le recensement des manifestations

Les deux départements ont désiré mobiliser l'ensemble des acteurs économiques, sociaux, culturels et touristiques, les associations et les collectivités. Résultant ainsi d'une volonté commune, de multiples actions ont été menées. En Savoie, l'opération de collecte a été lancée dès l'été 2009. Diverses collaborations avec les territoires ont aussi contribué à recenser les animations proposées dans le cadre de cet anniversaire. C'est donc un réseau de référents professionnels qui a permis de collecter de plus amples renseignements quant à l'organisation, à l'avancement de projets ou encore à la réalisation de nouveaux événements. Par ces

échanges, la circulation et la structuration des informations, la qualité et la pertinence des initiatives locales et des politiques culturelles ont été pleinement garanties.

Le label « 150 ans d'Histoire française en Pays de Savoie »

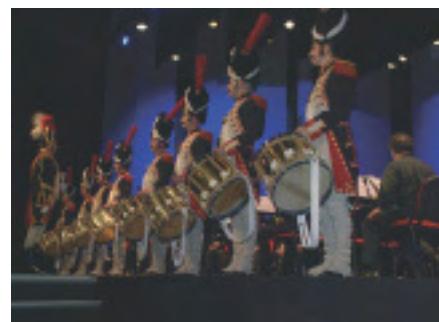
Premier volet de l'action engagée en terme d'aide à la communication, le label a permis à toutes les structures l'ayant obtenu d'utiliser une charte graphique spécifique sur leurs supports de communication afin de promouvoir leurs manifestations. Véritable dispositif de reconnaissance des actions, la labellisation a été essentiellement le témoin de la valeur et l'intérêt culturels des projets proposés. Fédérateur, ce label a été le garant d'une identité commune et d'une cohérence visuelle. Force est de constater son succès au regard des réalisations créées aux couleurs de cette charte graphique.

Le site internet www.150ans-paysdesavoie.fr

Second volet de l'action bi-départementale, le site internet a été l'outil de communication privilégié. Choisi et géré par les deux départements, ce dernier a diffusé tel un agenda culturel des centaines de manifestations, des actualités, des références historiques et bibliographiques et d'autres liens. De plus, le site a rendu possible l'intégration régulière de nouvelles, de photos, de documents à télécharger, de vidéos, de bandes son, etc. Il a été le relais dynamique de divers événements



ACTUALITÉS
PATRIMOINE



Tambours de la Garde républicaine,
Aix-les-Bains, avril 2010.



[à gauche]
Visite officielle du
Président de la République,
le 22 avril 2010,
date anniversaire du
plébiscite de 1860.

[à droite] Présentation de
l'ouvrage « Nice & Savoie,
un regard contemporain »,
avec le photographe
François Deladerrière,
Salon international du livre
et de la presse de Genève,
28 avril-2 mai 2010.

2010, manifestations & com aux couleurs des 150 ans de



**ACTUALITÉS
PATRIMOINE**

Mobiliser et fédérer les populations autour du 150^e anniversaire du rattachement de la Savoie à la France, tel a été l'enjeu culturel de cette année 2010. Des projets de diverses natures ont mis en lumière le dynamisme des Pays de Savoie : expositions, conférences, spectacles, fêtes, marchés, concerts, commémorations, événements sportifs, projections de films, jeux, etc.

En Savoie

Dans le département, la vie culturelle a été rythmée par de multiples initiatives dédiées au 150^e anniversaire. L'agenda des manifestations a donc été bien rempli. Ceci témoigne à la fois d'une réelle diffusion de l'événement, d'un désir de partage et d'implication de la part des acteurs et du public.

Territoires en fête

Les sept territoires savoyards (Albertville-Ugine, Aix-les-Bains, Avant-pays savoyard, Chambéry, Combe de Savoie-Val Gelon, Maurienne et Tarentaise-Vanoise) ont participé de près à cette célébration. La Savoie tout entière a été emportée par l'enthousiasme des festivités, la période estivale ayant constitué le temps fort des animations. Pour les communes savoyardes, il s'agissait d'une belle occasion de pouvoir mettre en avant les richesses de leur histoire, de leur patrimoine et d'affirmer leur créativité.

Zoom sur l'Avant-pays savoyard et la Maurienne

Certains territoires ont pu jouer de l'héritage historique particulier de 1860 pour mettre en scène leurs programmes d'animations. C'est le cas, par exemple, de l'Avant-pays savoyard et de la Maurienne. Pour tous deux, la commémoration des 150 ans de la Savoie française a pris une dimension singulière du fait de leur situation frontalière d'antan, zone de passages et d'échanges. L'Avant-pays savoyard a donc choisi d'orienter ses manifestations



Fête historique à Conflans (Albertville),
le 15 août 2010.

Chacun SaVoie, Chambéry,
le 18 septembre 2010.



autour de ses anciennes cités frontalières (Saint-Pierre-d'Entremont, Les Échelles, Saint-Genix-sur-Guiers, Yenne...). Quant à la Maurienne, c'est l'ensemble de la vallée qui a fédéré ces actions en direction du 150^e anniversaire. Une grande fête des cantons, *Noces en Arc*, a notamment été le point d'orgue de plusieurs mois de réjouissances.

Regards croisés

sur de multiples actions savoyardes

Tant d'autres projets menés en Tarentaise, dans le Val d'Arly, aux alentours d'Aix-les-Bains, de Chambéry, de Montmélian, d'Albertville ou encore au sein d'autres communes savoyardes pourraient être évoqués au vu du foisonnement d'initiatives observé pour l'occasion. Ces rassemblements festifs demeureront présents dans la mémoire collective. Tel est ainsi le cas des expositions « Nice et Savoie, un regard contemporain », « Le château, la Savoie, 1860 », « La Savoie de l'Annexion », des concerts de l'Orchestre des Pays de Savoie, des divers spectacles de Chacun SaVoie, de la compagnie Cyrano-philie ou des Colporteurs de Rêves ; des projections de films, des fêtes historiques et bien d'autres. Certaines thématiques comme celle du mariage (symbole de l'union de la Savoie à la France) ont par ailleurs très souvent su nourrir l'inventivité des organisateurs.



Spectacle sons, lumières et images pour l'ouverture de l'édition 2010 des Estivales du château des ducs de Savoie, le 14 juin 2010.

mémoires la Savoie française

En Haute-Savoie

Le Département de la Haute-Savoie a déployé sur son territoire un certain nombre de manifestations phare sur fond d'ambiance festive et locale. Chacune des communes, surtout dans le cours de l'été, a pu ainsi se réapproprier le sens de cet anniversaire qui célèbre un patrimoine commun tout étant spécifique aux deux départements : la montagne, la frontière et l'eau.

Dogora

Comme si le langage vernaculaire mettait l'accent sur un particularisme, non plus linguistique mais culturel, *Dogora* est un spectacle musical qui a rassemblé un chœur puissant de 400 personnes dont de nombreux jeunes, porté par une langue intégralement inventée.

Dirigé par Étienne Perruchon, rythmes, scansion, vibrations formèrent la sonorité de cet ensemble comme des miroitements de l'identité savoyarde, regroupant soudainement sa polyphonie dans un chant unique, illustrant une population devenue « française ». Le spectacle a été donné à Thonon-les-Bains puis à Annecy.

Les expositions itinérantes des Archives départementales, du CAUE et du Réseau Empreintes 74

Trois interlocuteurs ont produit, sous des jours qui leur sont propres, des expositions évoquant le rattachement de la Savoie à la France en 1860. Près d'une centaine de rendez-vous dans les communes



Vernissage de l'exposition *La Haute-Savoie en construction, 1860-2060, de la ville sarde au territoire transfrontalier*, CAUE de Haute-Savoie, en présence de Christian Monteil, Président du Conseil général de Haute-Savoie le 26 mars 2010.

de la Haute-Savoie a pu satisfaire une curiosité très enthousiaste.

Les Archives départementales ont situé leur champ d'investigation entre Rhône, Alpes, Léman et Bauges, de 1860 à 2010, invitant le public, dans le contexte du rattachement et de ses commémorations, à une analyse de la société savoyarde, de l'économie, du transport et du tourisme. Cet aperçu très large du panorama haut-savoyard a permis de rendre compte des points d'ancrage de la vie départementale, en particulier le volet de la pluriactivité entre agriculture, horlogerie puis décolletage qui devait déboucher sur les développements opportuns des infrastructures routières et touristiques.

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Haute-Savoie s'est, quant à lui, positionné sur l'idée d'une Haute-Savoie en construction couvrant la période 1860-2060 et mettant en perspective l'idée de l'urbanisme sarde jusqu'au concept contemporain d'aménagement du territoire transfrontalier. Cette prospective, se projetant cinquante ans devant nous, est appelée à prolonger cette idée de construction entre physiologie et morphologie du territoire.

Le Réseau Empreintes 74 a choisi, au travers de son exposition *De la Veillée à la Télé. Regards d'enfants 1860-2010*, de toucher un public jeune. Avec une tonalité empruntée à la bande dessinée, ce parcours visuel – qui s'adressait aussi aux non-voyants avec un matériel adapté – a retracé l'histoire d'un enfant. À l'instar du précepteur de Jean-Jacques Rousseau (savoyard d'un moment), le petit héros nous a fait découvrir de ses yeux le passage de l'autarcie villageoise à l'accès télévisuel, dont l'étendue désormais le situait dans l'immensité du monde et de la communication globale.

14^e Festival de Musique mécanique au Gets

Deux manifestations importantes ont couronné cette période de souvenir avec la *Fête de la Musique mécanique* aux Gets qui consacrait sa 14^e édition au 150^e anniversaire avec notamment la reconstitution et l'inauguration d'un carillon comptant treize cloches.

Manifestations du 9 au 10 juin, entre Sénat et Assemblée nationale, à Paris

Les 150 ans dans les Jardins du Luxembourg à Paris, ce fut aussi le théâtre de la fonte de plusieurs cloches destinées, pour partie d'entre elles, au Carillon des Gets. Mais la plus importante de ces coulées fut la réplique au 1/6^e de *La Savoyarde* qui loge au Sacré-cœur de Montmartre à Paris. Unis pour quelques heures, le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée nationale devaient associer leurs efforts pour décocher cette « petite savoyarde » avant de l'installer dans une salle du Sénat.

Éric Viriot



Exposition *De la veillée à la télé. Regards d'enfants 1860-2010* à Saint-Jean-d'Aulps.



Les présidents des Conseils généraux de la Savoie et de Haute-Savoie, Hervé Gaymard et Christian Monteil, lors de la réception de la *Petite Savoyarde* dans les jardins du Palais du Luxembourg.

un ouvrage de référence

l'abbaye de Hautecombe par Dom Romain Clair



MONUMENTS
HISTORIQUES

* L'abbaye de Hautecombe a été classée
parmi les Monuments historiques en 1875.

Aquarelle de Marie Despine, 1824.
On remarque très bien que les bâtiments
conventuels, façade sud et avant-corps ouest,
sont intacts. On devine, derrière, les vestiges
de l'église. La prolongation de l'aile sud
et la réalisation de l'avant-corps seront
terminées par Melano.
Archives municipales d'Aix-les-Bains.

Bien installée sur un promontoire de la rive occidentale du Lac du Bourget, l'abbaye de Hautecombe attire les regards de loin et sa silhouette baignée de lumière se dressant au-dessus de l'eau est une image emblématique du lac et de la Savoie. Elle est aujourd'hui un lieu touristique incontournable. On vient, parfois de très loin, visiter l'église, se recueillir devant les nombreux tombeaux, admirer le gothique troubadour, œuvres de l'architecte Ernest Melano et des nombreux artistes qui ont participé à ce vaste chantier de restauration voulu et contrôlé par le roi Charles-Félix à partir de 1824.

Mais fondée dans les premières années du XII^e siècle, l'histoire de l'abbaye de Hautecombe est beaucoup plus ancienne et a trouvé dans la personne de Dom Romain Clair l'un de ses historiens les plus passionnés.

Romain Clair (1928-2003) naît à Toulon et passe sa jeunesse à Lyon. Il découvre Hautecombe en 1943 au cours d'une retraite et c'est là qu'il choisit de s'engager en septembre 1948, au sein de la communauté bénédictine. Dix ans après son installation à Hautecombe, en 1955, il est chargé par sa communauté de superviser les travaux dans l'abbaye. À ce titre, il se plonge dans les archives, multi-

plie les contacts avec les architectes et devient le spécialiste réputé de l'histoire des lieux. En 1964, il est nommé archiviste de Hautecombe et ses travaux d'approfondissement de l'histoire de l'abbaye vont de pair avec les campagnes de travaux de restauration et de modernisation dont il avait la responsabilité en étroite collaboration avec les Monuments historiques.*

Ces deux missions permettent à Dom Romain Clair d'être probablement l'un de ceux qui a le mieux connu l'abbaye ; on peut imaginer que chaque pierre, chaque recoin, ont retenu son attention. Parallèlement, il dépouille scrupuleusement les fonds consacrés à Hautecombe aux Archives départementales de Savoie mais aussi à Turin, sans oublier Annecy, Fribourg, Grenoble et jusqu'à Toulouse, Albi, Dijon et Paris. Moine lui-même, il est un fin connaisseur de la vie monastique ce qui lui permet de nombreuses comparaisons et de nouer des liens avec d'autres monastères proches.

Il publie des articles dans les revues d'histoire locale, un guide de l'abbaye et il est admis à l'Académie de Savoie en 1985. D'articles, ses recherches deviennent des chapitres et le projet d'un livre naît doucement.





Vue cavalière de l'abbaye de Hautecombe par G.-T. Borgonio, 1674. Extrait du *Theatrum Sabaudiae*. Cette gravure est le document le plus ancien qui présente l'abbaye de Hautecombe. Collection privée.

Malgré le départ de la communauté pour le monastère de Ganagobie, la Société d'Art et d'Histoire d'Aix-les-Bains (SAHA), a gardé des liens avec Dom Romain Clair. Sa santé fléchissant, la confiance établie entre nous a permis ce passage de flambeau et la Société s'est finalement vu remettre le manuscrit de ce travail de toute une vie afin de le mener jusqu'à sa publication. De sa plume, toujours simple et agréable à lire, il nous emmène à travers l'histoire de l'abbaye et donne aux hommes qui l'on fait vivre une place très importante. Les très nombreuses et précieuses notes de fin de chapitre témoignent de sa démarche d'historien. Dom Romain Clair consacre une part importante de son travail à l'histoire de l'abbaye avant la reconstruction du XIX^e siècle et c'est un des intérêts essentiels de ce livre. Lorsque nous parcourons rapidement la table des matières nous remarquons combien il s'est attaché à décrire la vie de l'abbaye à travers bien sûr l'évolution des bâtiments, mais

aussi et peut-être surtout en étudiant le domaine foncier, son expansion, son exploitation et les revenus qui en découlaient, en présentant les hommes qui ont, ici, consacré à Dieu leur vie de prière et de travail, avec des périodes de développement et de déclin, comme pour tous les ordres religieux.

Malgré des sources lacunaires – une charte de fondation qui ne nous est pas parvenue en original, la disparition du cartulaire et de l'inventaire dressé au moment de la Révolution française – la parfaite connaissance que Dom Romain Clair a des lieux lui permet de recomposer le monastère primitif à partir de ce qui reste encore visible aujourd'hui : il retrouve, par exemple, dans les combles de l'église actuelle, le remplage d'une baie de la façade de la première église ainsi que des parties de murs originaux.

Très vite, au XII^e siècle, la jeune communauté cistercienne connaît un développement important. Le domaine foncier de Hautecombe se constitue dans le premier siècle qui suit son implantation au bord de l'eau, il s'agrandit au rythme des nombreux dons faits par différentes familles, et cela Dom Romain Clair le détaille fort bien. Le système de la comende touche l'abbaye vers 1440 et le monastère est en piteux état à la fin du XVII^e siècle. Les bâtiments conventuels sont reconstruits au cours du XVIII^e selon les plans de l'architecte royal Francesco Garella. Ils ne sont pas encore terminés lors de la Révolution française comme le montre le dessin de Marie Despine en 1824 : seule l'église subit les pillages des révolutionnaires avant d'accueillir une faïencerie qui accélère sa ruine.

Restaurée par l'architecte royal Ernest Melano, l'abbaye est remise en 1826 à la communauté cistercienne de la Consolata de Turin, puis à celle de Sénanque et enfin, en 1922, aux bénédictins de Marseille. Dom Romain Clair consacre une partie de ses recherches à ces différentes communautés venues vivre leur engagement religieux en Savoie et assurer les charges exigées par la deuxième



image à redresser et à mettre de la marge (à gauche) et à contraster

La tour-phare et la chapelle Saint-André, dessin d'Ernesto Melano (Pignerol 1792 – Turin 1867), architecte royal, Abbaye de Hautecombe, planche gravée par Silvestro Pianazzi, « *Storia e descrizione della Regia Badia di Altacomba...* », Turin, 1843-1844. Collection de la Fondation d'Hautecombe.

fondation de Hautecombe, celle de Charles Félix. Les manuscrits de l'historien ont été remis en forme par les bénévoles de la Société, saisis numériquement, corrigés et parfois légèrement complétés quand ils s'avéraient lacunaires. Pour accompagner ce travail remarquable qui deviendra, nous le souhaitons, une référence, l'équipe de la Société d'art et d'histoire d'Aix-les-Bains a entrepris une quête de documents iconographiques dans différentes collections dont celle de la Fondation d'Hautecombe. Enfin, plusieurs campagnes de photographies à l'abbaye, mais aussi sur les lieux des granges, ont permis d'illustrer abondamment les écrits de Dom Romain Clair d'un cahier de photographies contemporaines ou de reproductions de documents anciens. Le tout a été complété d'un lexique, d'annexes et d'une bibliographie méthodique.

La Communauté du Chemin Neuf, que nous remercions très sincèrement de son accueil, nous a très largement ouvert ses portes pour réaliser ce travail. Enfin, l'aide financière du Département de la Savoie et de la Région Rhône-Alpes a permis une édition de haute qualité. Que la lecture de ce magnifique ouvrage apporte à chacun autant de plaisir que nous avons eu à le réaliser.

Société d'art et d'histoire d'Aix-les-Bains



Remplage d'une baie haute de la façade de l'église primitive, toujours visible dans les combles de l'église actuelle, partie de l'abbaye non encore restaurée.

une promenade savoyarde de découverte à l'Esseillon

une nouvelle façon de découvrir le patrimoine



**MONUMENTS
HISTORIQUES**

« Marcher sur les pas d'Alessandro, jeune artilleur en 1839-1840 ». C'est l'invitation que vous propose la toute première « Promenade savoyarde de découverte » inaugurée cet été dans le décor somptueux des Forts sardes de l'Esseillon.



Le 6 septembre 2010, l'inauguration a réuni tous les acteurs et financeurs impliqués dans la conservation et la valorisation du site.

Permettre à tous les visiteurs de découvrir un site patrimonial d'exception en marchant et en s'amusant, est le défi audacieux qu'ont relevé ensemble la Commune d'Aussois, le Conseil général de la Savoie, sur un concept de l'Agence touristique départementale de la Savoie.

L'impulsion ambitieuse d'un projet départemental

Depuis quelques années, une évolution profonde des pratiques touristiques est constatée ; un nouveau public de marcheurs, avides d'activités « douces », connaît une véritable croissance. Davantage à la recherche de sens, de découverte que d'exploits sportifs, ces nouveaux promeneurs prennent progressivement le pas sur les randonneurs habitués des grands itinéraires à fort dénivelé. Parallèlement, la randonnée en Savoie, première activité touristique pratiquée en été, jouit d'une image excessivement sportive et difficile, qui dessert parfois notre destination.

Fort de ce constat, l'Agence touristique départementale (ATD) a souhaité développer un concept valorisant la richesse patrimoniale de notre département ; est alors née l'idée originale des *Promenades Savoyardes de découverte*, à l'initiative de Claude Ponson. Le concept se résume en quelques idées : proposer un cheminement accessible à tous, permettant au visiteur de découvrir des sites de caractère à travers une médiation ludique et interactive. Ces itinéraires d'un genre nouveau sont une invitation au partage intergénérationnel, en famille ou entre amis, rendant le visiteur acteur de sa découverte.

Ce projet pilote est devenu une des priorités du « Plan Tourisme » porté par le Conseil général de la Savoie pour les années 2007/2013. Une occasion rêvée d'offrir un produit touristique innovant sur une quinzaine de sites du département et de participer ainsi à l'objectif de diversification touristique estivale.

Premier projet pilote pour une aventure partagée

Le Fort Victor-Emmanuel, classé Monument historique, avait toutes les caractéristiques pour répondre au cahier des charges des promenades de découverte, de par la qualité patrimoniale exceptionnelle du site des Forts de l'Esseillon et la thématique originale qu'il proposait. Cette place-



forte édiflée au début du XIX^e siècle par la Maison de Savoie pour verrouiller la grande voie transalpine du Mont-Cenis et se prémunir des invasions françaises pouvait à elle seule conter l'histoire originale de la Savoie. Témoin unique en France, avec le célèbre Fort Boyard, du système de la « Fortification perpendiculaire » du marquis Marc-René de Montalembert (1714-1800) supprimant les bastions remplacés par des ouvrages détachés à défense réciproque, la barrière de l'Esseillon pouvait aussi évoquer avec force l'architecture militaire alpine et l'histoire de la frontière ; ses pierres résonnent encore de la vie des garnisons sardes puis françaises qui s'y sont succédé.

Par ailleurs, le Fort Victor-Emmanuel, bien que très fréquenté et proposant de nombreuses activités sportives et culturelles, ne disposait jusqu'alors d'aucun parcours de découverte organisé en autonomie. En-dehors des visites guidées proposées régulièrement par la Fondation Facim et les accompagnateurs en montagne. Le public déambulait certes librement dans le fort mais frustré par le manque d'explications historiques précises sur ce lieu. Ce qui ne manquait pas de poser quelques problèmes de sécurité et de susciter quelques interrogations de la part du public toujours plus curieux. Autour de la commune d'Aussois, maître d'ouvrage, tous les amoureux du site ne pouvaient alors que se remonter collégialement les manches pour donner vie au projet de parcours. Il faut remercier pour leur disponibilité, professionnels du patrimoine, acteurs locaux, simples promeneurs témoins, médiateurs, traducteurs ou encore bénévoles de l'Association des Forts de l'Esseillon.

Tous ont participé avec entrain à cette aventure commune. Nous voulons à cette occasion rendre plus particulièrement hommage à André Dupouy, historien reconnu pour ces importants travaux de recherche sur l'Esseillon, qui nous a quittés cette année et à qui nous devons beaucoup.

Saluons également le travail des entreprises qui

ont su à leur tour innover pour s'adapter à un site contraignant et à une scénographie expérimentale impliquant la création de nombreux prototypes. Mais l'envergure des Forts de l'Esseillon rappelle combien ce projet de promenade de découverte n'est qu'une pierre à l'édifice ; un déclencheur, nous l'espérons, d'un vaste programme de valorisation de ce grand site fortifié dont la sauvegarde fait l'objet de toute l'attention des communes d'Aussois et d'Avrieux, du Conseil général de la Savoie et de l'État depuis les années 1980-1990. D'importants travaux de sécurisation du monument seront engagés en 2011 sur la partie basse du Fort Victor-Emmanuel, grâce au soutien du Département. Parallèlement, un programme « grand site » permettra d'améliorer l'accueil et le stationnement dès l'an prochain.



un parcours ludique à partager en famille

L'originalité de la promenade réside essentiellement dans la créativité du projet scénographique conçu comme un véritable scénario plaçant le visiteur au centre du dispositif interactif.

Engagez-vous et vivez la vie de garnison en 1839-1840

Découvrir le Fort Victor Emmanuel autrement, en empruntant les parcours scénarisés de la promenade savoyarde de découverte.

« La légende raconte qu'au cours des années 1839-1840, Alessandro, jeune artilleur en poste au Fort Victor-Emmanuel prenait des notes sur un carnet pour passer le temps. Au terme de ces deux années de garnison, il reçut une autre affectation... Dans l'euphorie du départ, il égara son précieux carnet dans le fort, revint le chercher et disparut à son tour sans laisser de trace. On raconte que depuis ce jour, son fantôme hante les coursives du fort... »

Tout le scénario de la promenade s'articule autour de cette légende, avec un parcours d'interprétation en cheminement libre idéal pour les contemplatifs ou avec des parcours jeux permettant à chacun de devenir acteur de sa découverte.

Les parcours jeux

- Le parcours jeu « soldato » est accessible à tous y compris les familles avec poussettes, les seniors et les personnes en fauteuil accompagnées (10 étapes – environ 1h).

- Le parcours jeu « capitano » est réservé aux plus curieux et aux marcheurs au long cours (24 étapes – environ 2h30).

Chaque « nouvelle recrue » s'engage dans l'aventure avec son baluchon, dont le contenu va lui permettre de trouver des indices ou d'actionner les différents mécanismes des jeux en place. Quel que soit le parcours jeu choisi, les énigmes résolues dévoilent un code secret unique, véritable sésame pour entrer en contact avec le fantôme d'Alessandro...



Un monument historique accessible à tous

Au-delà de la valorisation originale de sites remarquables, un des principaux challenges des promenades savoyardes de découverte était de rendre accessibles et confortables des lieux habituellement difficiles d'accès. Le défi n'était pas mince, lorsqu'il a fallu aménager une « promenade confort » dans une fortification réputée imprenable. Mais le pari a été largement tenu sans dénaturer le site ni toucher au bâti. Des cheminements et des équipements adaptés et réversibles permettent désormais d'accueillir tous types de visiteurs, seniors, familles avec poussette ou personnes en fauteuil roulant, au cœur du fort jusqu'à la place d'armes et au bâtiment de commandement, tout en respectant l'esprit du lieu.

Un projet de développement touristique attendu

Ce nouveau produit touristique se positionne comme une offre culturelle complémentaire aux prestations touristiques actuellement proposées sur le site, telles que les via ferrata, le parc « accrobranche », les visites guidées ou le « Centre d'interprétation du patrimoine fortifié » de la Redoute Marie-Thérèse à Avrieux. On peut aisément imaginer que cette complémentarité fonctionne au sein même d'une famille, lorsque certains s'élanceront sur la tyrolienne, d'autres arpenteront le fort le baluchon sur le dos.

Nous pouvons espérer que ce nouvel outil soit rapidement approprié par les professionnels locaux que sont les guides du patrimoine et les accompagnateurs en montagne. Une aubaine pour les professionnels de la médiation que de pouvoir parler de l'ensemble du dispositif fortifié en s'appuyant sur la maquette géante du site ou d'illustrer leurs propos sur l'artillerie près du canon reconstitué.

Les premiers quinze jours d'exercice témoignent d'un réel intérêt de la clientèle pour la promenade ludique et interactive puisque plus de 200 baluchons ont été vendus en moins de deux semaines, soit une fréquentation estimée entre 600 à 800 personnes. Le site étant inaccessible durant la période hivernale, la réelle mise en fonctionnement du produit touristique ne sera effective qu'à compter de la saison estivale 2011.

Bientôt un réseau départemental

Après une sélection aiguisée, six autres projets expérimentaux de promenades de découverte ont

Pratique

Accueil et vente du baluchon

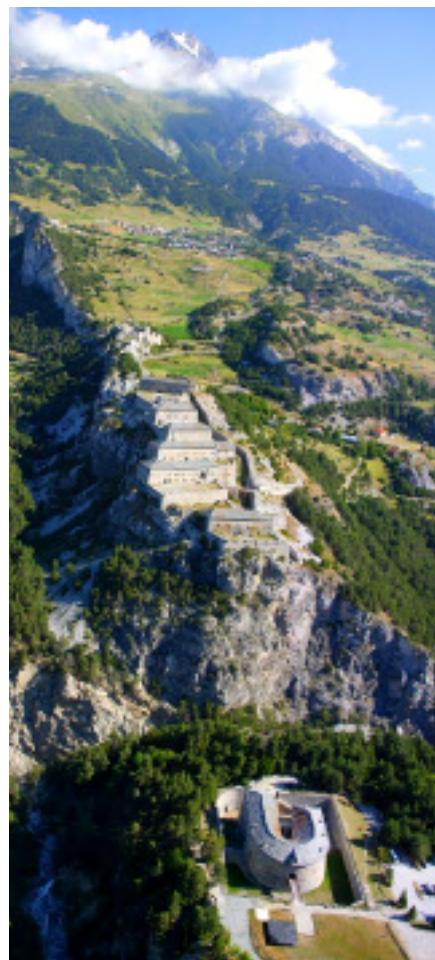
Office du tourisme d'Aussois, Point info d'Aussois, musée de « L'arche d'Oé », maison d'Aussois, au Fort Marie-Christine, à la Redoute Marie-Thérèse et au Point Info de Modane.

Ouverture du site

D'avril à novembre. En-dehors de cette période, la route d'accès est fermée par arrêté municipal, et le dispositif de découverte est en partie démonté.

Renseignements

Office de tourisme d'Aussois, 73500 Aussois
www.aussois.com / Tél. 04 79 20 30 80.



été retenus. Le choix des sites est hétéroclite, allant des alpages aux centres urbains. Chacun fait l'objet d'une scénographie singulière. Dès les beaux jours, les promeneurs pourront découvrir la promenade viticole des coteaux de Saint-Jean-de-la-Porte et la promenade artistique de Hautecour. Sont parallèlement en cours de conception, les promenades d'Albiez-Montrond, des Échelles, de Pralognan-la-Vanoise et de Chambéry.

D'autres candidatures, motivées par cette labellisation gage de qualité, sont en cours d'examen. À terme, le Département espère développer une quinzaine de promenades. Ce réseau bénéficiera prochainement d'une communication à l'échelle bi-départementale portée par « Savoie Mont-Blanc ».

Karine Mandray & Odile Bigaut

la collection Jacquier

un témoignage unique sur les musiques des Alpes



COLLECTIONS DÉPARTEMENTALES

Détail d'une vielle à roue fabriquée par Maxime Boireaud en 1976. Collection Jacquier / Conseil général de Haute-Savoie.

Une partie de la collection dans les réserves du Conservatoire d'Art et d'Histoire d'Annecy (Haute-Savoie).



Le Conseil général de la Haute-Savoie a acquis, grâce à un projet européen, la collection assemblée par Jean-Marc Jacquier. Pendant près de 40 ans, le fondateur du groupe *La Kinkerne* a réuni une riche documentation sur les musiques traditionnelles de l'arc alpin : instruments, objets décoratifs, ouvrages, revues, gravures et photos anciennes, disques, enregistrements de terrain... Un fonds sans équivalent qui sera progressivement mis à la disposition du public.

Au départ, il y a la collecte. Dans toute la France, au début des années 1970, des milliers de jeunes passionnés (re)découvrent les chants et les danses traditionnels de leur région. Fascinés par cette façon différente de faire de la musique, basée sur la transmission orale, ils sillonnent les campagnes pour recueillir le savoir des vieux chanteurs et musiciens. Souvent, ils les enregistrent, avec le matériel de l'époque (magnétophones à cassette ou à bande magnétique). Ces « collectes » ou « collectages » vont être la source et l'inspiration du renouveau des musiques traditionnelles.

Parmi ces enthousiastes de l'époque, un jeune haut-savoyard : Jean-Marc Jacquier. Il monte en 1974 avec des amis un groupe toujours en activité aujourd'hui : *La Kinkerne*, dédiée aux musiques traditionnelles de Savoie et plus largement de tout l'arc alpin. Encouragé par des spécialistes comme le Grenoblois Charles Joisten, par exemple, Jacquier se lance lui aussi dans le collectage. Il est alors facteur dans la région de Viuz-en-Sallaz, ce qui lui permet de rencontrer et de mettre en confiance de nombreux informateurs potentiels : il enregistre l'après-midi des gens à qui il a délivré le courrier le matin. « À l'époque, je recherchais bien sûr avant tout du répertoire pour *La Kinkerne* » se souvient-il aujourd'hui. « Toutefois, j'étais déjà conscient qu'il fallait garder une trace de ce que j'entendais. Le style de chant des interprètes de tradition est bien différent de celui des professionnels du music-hall ». Si la chanson l'intéresse, il va faire un effort particulier de recherche sur la musique instrumentale : « Sur le répertoire chanté, beaucoup de sources existaient déjà grâce au travail au début du XX^e siècle de chercheurs comme Servettaz, Ritz, Tiersot et tous les autres... Toutefois, on ne disposait que de très peu de documentation sur la musique de danse. Il était pour moi important d'enregistrer les derniers violoneux, par exemple, pour conserver ce qu'on ne peut pas lire sur une partition : les coups d'archets, les double-cordes... tout ce qui faisait le style de ces musiciens ».

C'est dans le cadre de ses premières collectes que Jean-Marc Jacquier commence à rassembler des instruments et des objets divers en lien avec la musique : « En 1977, une dame de Saint-Julien-en-Genevois que j'avais enregistrée m'a donné une clarinette, un violon et une banjoïne. Le déclic est venu de là ». Ainsi, pendant plus de 30 ans, en parallèle à ses activités de musicien professionnel, il chine



Musiciens italiens au Pont de l'Abîme (Haute-Savoie). Carte postale ancienne. Collection Jacquier / Conseil général de Haute-Savoie.

dans tout l'arc alpin (Savoie, Suisse, Italie du nord, Autriche, Allemagne, Slovaquie) : « Mes sources étaient très diverses. Si j'ai toujours fréquenté les brocanteurs et les marchés aux puces, j'ai également récupéré beaucoup de choses chez mes informateurs ou par la bouche à oreille ». Son budget personnel n'étant pas illimité, il lui faut faire des choix : « J'ai vu de magnifiques vielles à roues savoyardes anciennes, mais je n'avais pas les moyens de les acheter. Beaucoup ont fini comme objets de décoration dans un chalet pour touristes, ou sont parties chez des collectionneurs américains ou japonais, ce qui me rendait malade ! »

La transmission

Arrivé à l'âge de la retraite, Jean-Marc Jacquier réfléchit à l'avenir de sa collection : « Au départ, je l'ai constituée pour moi. Elle m'a permis de mieux comprendre l'unité culturelle et musicale de l'arc alpin. Toutefois, après tant d'efforts, tu n'as pas envie qu'à terme ta collection soit disséminée dans le monde entier, vendue par petits bouts sur Internet ».



Accordéon diatonique de marque Universal Accordion, début du XX^e Siècle. Collection Jacquier / Conseil général de Haute-Savoie.



Orchestre populaire. Carte postale ancienne. Collection Jacquier / Conseil général de Haute-Savoie

Deux rendez-vous importants

Printemps 2011 – Parution d'un disque sur le label de l'association annécienne Terres d'Empreintes. Il sera consacré aux collectages de chansons traditionnelles réalisés entre les années 1960 et aujourd'hui en Haute-Savoie, un siècle après les enquêtes du folkloriste Claudius Servettaz (1871-1926).

De nombreux enregistrements proviendront du fonds Jacquier. Rens. au 06 18 08 91 35 et sur www.terresdempreintes.com.

De juin à octobre 2011 – Exposition au Domaine de la Châtaignière à Yvoire, consacrée à l'art populaire (collections de Bernard Lacroix et Jean-Marc Jacquier). Nombreux ateliers, animations scolaires, etc. Les enseignants intéressés par le thème peuvent contacter le Service des Collections départementales au 04 50 51 87 03.

Depuis bien longtemps, Jean-Marc transmet son savoir aux jeunes générations, notamment par le biais d'interventions scolaires. La logique était donc de rester dans cette démarche de transmission et de mettre la collection à la disposition du public. C'est ainsi que le Conseil général de la Haute-Savoie a pu récemment en faire l'acquisition, en deux parties (2009 et 2010). L'achat a été rendu possible grâce au projet européen Alcotra Interreg IV « Traditions Actuelles », mené avec le Conseil général de la Savoie, la Région Autonome Vallée d'Aoste (Italie) et l'Écomusée Paysalp de Viuz-en-Sallaz.

Le fonds Jacquier se trouve aujourd'hui au Conservatoire d'Art et d'Histoire, à Annecy. Il est géré par le Service des Collections départementales, au sein de la Direction des Affaires Culturelles du Conseil général. Un chargé de mission a été recruté pour l'inventorier et le mettre en valeur. Une première exposition a déjà eu lieu à Annecy à l'occasion des *Journées Européennes du Patrimoine 2010* et une autre est en préparation. Elle aura lieu à l'été 2011 au Domaine de la Châtaignière, sur la commune d'Yvoire, et présentera des objets de la collection Jacquier en lien avec d'autres issus d'un fonds très complémentaire (également acquis par le Département de la Haute-Savoie) : la collection constituée par Bernard Lacroix au Musée Paysan de Fessy et rassemblant pas moins de 18 000 objets de la vie quotidienne d'autrefois. Parallèlement, les collectages de Jean-Marc Jacquier vont être numérisés, puis intégrés à une base de données, avant d'être

mis à disposition du public. À terme, c'est tout un univers sonore qui va ainsi pouvoir être redécouvert. S'il est passionnant au niveau musical – avec notamment de beaux enregistrements de chants polyphoniques ou en « contrevoix », qui prouvent que dans ce domaine les Savoyards n'ont rien à envier aux Corses ou aux Basques –, il contient bien d'autres richesses. En plus de leurs airs instrumentaux et de leurs chansons, les informateurs ont transmis bien d'autres choses à Jean-Marc Jacquier : histoires locales, récits en franco-provençal, témoignages sur la vie rurale ou artisanale... Bref, une documentation précieuse sur la version savoyarde et alpine du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, pour reprendre une expression en vogue depuis la convention de l'Unesco de 2003.

Jean-Marc Jacquier est heureux que le fruit de près de 40 ans d'enquête puisse être découvert par d'autres : « *J'espère toutefois que ma collection sera complétée par d'autres sources : je ne suis pas le seul à avoir collecté en Pays de Savoie. Ce fonds est une base pour l'avenir et gagnera à s'enrichir d'autres objets, d'autres documents, d'autres collectages. Il faut qu'il vive !* »

Guillaume Veillet

Le groupe *La Kinkerne* à Mégevette (Haute-Savoie) en 1974. Collection privée Jean-Marc Jacquier.

Jean-Marc Jacquier tenant un cor des Alpes valaisan du XIX^e Siècle.



La collection en chiffres

La collection Jacquier est marquée par sa diversité et la complémentarité de toutes ses composantes : près de 500 instruments de musique (certaines pièces rares comme une vielle à roue fabriquée en Maurienne au XVIII^e siècle) ou objets du quotidien ayant pu servir à faire de la musique (sonnailles, cor des Alpes...); 215 enregistrements de collectage (sur bandes magnétiques, cassettes audio et DAT) réalisés entre le début des années 1970 et 2003 ; 130 objets décoratifs ; 660 photographies anciennes, gravures et cartes postales ; 64 affiches de concerts ; 383 livres ; plus de 600 disques vinyle, cassettes et CD.



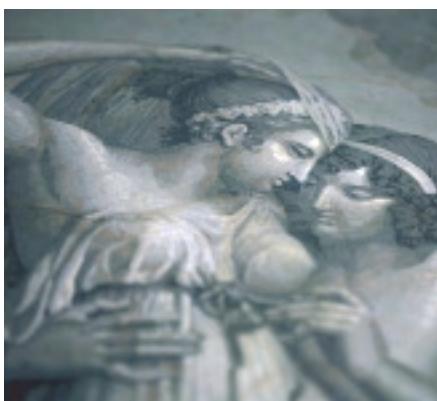
l'hôtel de Cordon

centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine de Chambéry



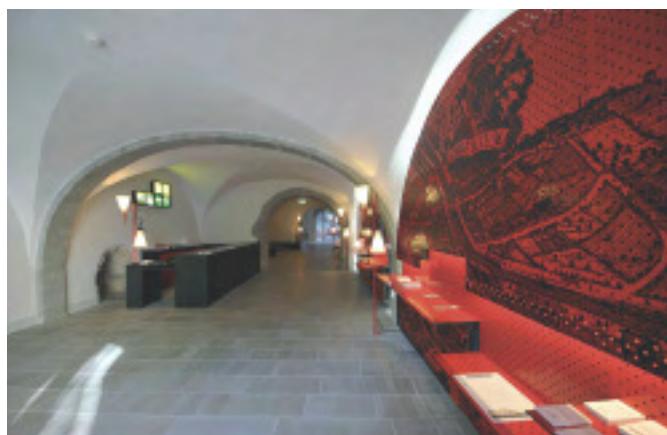
**ACTUALITÉS VILLE
D'ART ET D'HISTOIRE**

Salle pédagogique



Détail des papiers peints retraçant
l'histoire de Psyché et Cupidon.

[à gauche] maquette du centre ancien.
[à droite] accueil au rez-de-chaussée.



La création d'un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine s'inscrit dans une politique patrimoniale initiée à la fin des années 1960. Depuis 1985, Chambéry appartient au réseau national des Villes et Pays d'art et d'histoire. Ce label, accordé par le ministère de la Culture et de la communication, engage les territoires dans une démarche qualitative de médiation et de valorisation du patrimoine. Quatre grandes missions sont confiées aux Villes et Pays d'art et d'histoire : promouvoir et diffuser le patrimoine, développer un tourisme culturel, sensibiliser les habitants à leur cadre de vie et initier le jeune public à l'architecture et au patrimoine. Une convention, texte de référence, formalise les engagements pris par les signataires. Le ministère offre un accompagnement financier, technique et scientifique. La collectivité fait appel à un personnel qualifié et met en œuvre un programme d'actions en fonction des publics. Parmi les préconisations du ministère figure la réalisation d'un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP).

Pourquoi l'hôtel de Cordon ?

En 2000, la Ville de Chambéry a l'opportunité d'acquérir un appartement au 1^{er} étage d'un ancien hôtel particulier, l'hôtel de Cordon. Édifié au XVI^e siècle, ses façades principales et sa distribution intérieure ont été totalement reprises au XVIII^e siècle. Le choix de ce lieu a été motivé par plusieurs raisons.

- Sa localisation au cœur du centre ancien, entre la rue de Boigne et la place Métropole en fait un site accessible et passant.
- Immeuble traversant, il présente une double entrée, une sur la rue Saint-Réal et une seconde sur une cour intérieure reliée aux allées, spécificité du patrimoine chambérien.



Restauration des peintures murales.

• Ce type de demeure urbaine témoigne de l'habitat noble qui s'est développé à Chambéry entre les XVI^e et XVIII^e siècles. De grandes familles, originaires des États de Savoie, viennent occuper de hautes fonctions dans les administrations princières. Dès leur installation, elles font édifier des hôtels particuliers qui par leur architecture reflètent leur position sociale. La famille Milliet, à l'origine de l'hôtel de Cordon, provenait de Rumilly (Haute-Savoie actuelle). Ses membres se sont illustrés notamment au sein du Sénat de Savoie. L'hôtel à la fin du XVIII^e devient la propriété du marquis de Cordon qui lui laissera son nom.

La Ville en acquérant, dans un second temps, les locaux de l'atelier de graphisme, basé au rez-de-chaussée, donne une plus grande lisibilité et accessibilité au lieu tout en permettant la mise en place de missions non envisageables dans la configuration antérieure.

En 2004, après l'obtention de financements du Conseil général de la Savoie, de la Région Rhône-Alpes et de l'État, la Ville a amorcé le projet. La première étape a consisté en la rédaction d'un projet scientifique et culturel. Ce document a défini les objectifs du lieu :

- Appropriation du patrimoine chambérien par les habitants (jeunes et adultes).
- Découverte pour donner envie de parcourir la ville (touristes, non-initiés au patrimoine...).



• référence en matière d'architecture et de patrimoine (professionnels, habitants des zones protégées, amateurs éclairés...).

Du fait de sa situation en secteur sauvegardé, la restauration se devait de présenter un caractère exemplaire. Marc Lemarié, Architecte des bâtiments de France, a souhaité qu'un architecte du patrimoine soit en charge du dossier. Le travail de Jean-Pierre Pribetich et Andrea Bortolus s'est appuyé sur une étude patrimoniale réalisée sur le 1^{er} étage et le projet scientifique et culturel. La problématique de la restauration pouvait ainsi s'énoncer : comment modifier l'usage du lieu, de domestique à culturel, tout en préservant des espaces marqués d'un fort caractère patrimonial. Elle rejoint l'ambition d'un secteur sauvegardé, « démarche d'urbanisme qualitative dont l'objectif est autant de conserver le cadre urbain et l'architecture ancienne que d'en permettre l'évolution harmonieuse au regard des fonctions contemporaines et en relation avec l'ensemble de la ville ».

La doctrine de restauration a été triple

- Ne pas contraindre le lieu par l'occupation du centre d'interprétation et permettre un éventuel changement d'usage.
- Retrouver les volumes du XVIII^e siècle et l'esprit de symétrie qui présidait (destruction des mezzanines ajoutées aux XIX^e et XX^e siècles).
- Restaurer les éléments architecturaux et décoratifs des différentes époques.

Lors du chantier, plusieurs points ont fait l'objet de discussions. L'implantation sur deux niveaux rendait l'installation d'un ascenseur obligatoire. Deux questions ont dû être tranchées.

- Le positionnement.
- La desserte de l'ensemble de l'hôtel de Cordon ou du CIAP uniquement.

Après étude des différentes possibilités, c'est l'aile sud qui a été choisie pour accueillir la plateforme élévatrice affectée à l'équipement exclusivement. La salle pour les activités éducatives était en contrebas par rapport au reste du rez-de-chaussée. L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite devait être réglée. Après découverte d'un entresol d'un mètre cinquante, il a été proposé, en accord avec l'Architecte des bâtiments de France, de déposer la voûte en place pour rehausser la pièce et unifier les niveaux. Cette déconstruction a permis la redécouverte d'un plafond composite. Une

analyse dendrochronologique a daté sa mise en place de la fin du XIV^e ou du début du XV^e siècle. En cours de travaux, des peintures murales ont été découvertes. Après sondage sur l'ensemble du 1^{er} étage, quatre pièces présentaient des décors successifs. La question de la restitution au public s'est posée. Dans deux espaces, les éléments ont été mis à jour. Pour les deux autres, seules des fenêtres de décors peints ont été aménagées. En fonction des décors, de leur altération, les types et degrés de restauration ont été différents. Afin de rendre lisible les éléments patrimoniaux (huisseries, décors, plafonds, distribution...), une signalétique informative propre à l'hôtel de Cordon a été mise en place.

Qu'est-ce qu'un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine ?

C'est « un équipement culturel de proximité qui vise à la sensibilisation, à l'information et à la formation au patrimoine, à l'architecture et à l'urbanisme ».

Les deux niveaux offrent des missions et des fonctions complémentaires. Le rez-de-chaussée a reçu un traitement volontairement contemporain. La ville se prolonge à l'intérieur, avec un revêtement de sol identique, donnant la possibilité d'emprunter ce passage couvert durant les heures d'ouverture pour relier la place Saint-Léger à la rue Saint-Réal et inversement. Côté rue Saint-Réal se fait l'accueil et, dans le prolongement, un espace permet d'attendre le départ des visites guidées. Les guides y présentent la ville avant de partir à la découverte des allées. La bibliothèque de travail rassemble les fonds de l'association des guides-conférenciers et de Ville d'art et d'histoire. Spécialisée en architecture, patrimoine et médiation, elle est accessible à tous sur rendez-vous. Le mardi, l'architecte conseil de la ville reçoit des habitants qui souhaitent réaliser des travaux nécessitant un accompagnement dans le montage du dossier.

La salle pédagogique peut accueillir des jeunes de la maternelle à l'université. Elle est volontairement fonctionnelle pour permettre tous types d'activités. En fonction de l'actualité du centre, des conférences-débats pour une trentaine de personnes, peuvent être organisés.

Le 1^{er} étage, outre les bureaux de Ville d'art et d'histoire, déroule des salles thématiques complétées par une salle d'exposition temporaire. Cinq thèmes sont développés.



La salle « sauvegarder » interroge la notion de patrimoine. Après présentation des mesures de protection sur le territoire chambérien, des caractéristiques urbaines du secteur sauvegardé et des chantiers emblématiques de restauration, des journaux relatent de grands combats pour la préservation de monuments.

Dans l'ancien vestibule de l'appartement, des papiers peints retracent l'histoire de Psyché et Cupidon. Cette pièce a été tout naturellement consacrée à « l'histoire de l'hôtel de Cordon ». L'habitat noble plus globalement est abordé par le biais de maquettes d'hôtels particuliers qui montrent l'évolution du plan, des matériaux et des types de décors.

La ville, « organisme en mouvement », est la résultante du croisement de facteurs géographiques et humains. Six plans reliefs associés à des cadres lumineux et écrans vidéo mettent en lumière des étapes clés dans le développement de la ville.

Raconter, au travers d'un papier peint composé de portraits anciens et contemporains associé à un cabinet de curiosités, présente les différents visages de Chambéry.

La dernière partie consacrée à « l'architecture des XX^e et XXI^e siècles » sera aménagée dans le premier trimestre 2011.

Le scénographe Yves Kneusé a insisté sur le caractère domestique du 1^{er} étage. Il est rare de pénétrer dans un intérieur chambérien. C'est donc cette dimension intimiste qui a été privilégiée. Chaque pièce offre des dispositifs de découverte adaptés au discours et faisant référence au mobilier d'une maison : maison de poupée, salle à manger, bibliothèque... Ce nouvel outil se veut, par une programmation riche et variée, un lieu vivant de réflexion sur l'architecture et le patrimoine pour imaginer la ville de demain.

Cécile Verdoni



Galerie des portraits.

une action départementale de sauvegarde du patrimoine rural non protégé



DOSSIER PRNP

Chapelle de La Pierre,
Saint-Colomban-des-Villards.

Depuis juin 2010, l'action du Conseil général de la Savoie pour la sauvegarde du patrimoine monumental, impulsée en 1993, a été renforcée en matière de *patrimoine rural non protégé* par un nouveau dispositif d'aide aux collectivités publiques propriétaires¹, porteur de l'attachement de l'Assemblée départementale à la sauvegarde du patrimoine hors du champ des compétences décentralisées obligatoires des départements. En effet, ce patrimoine bâti, non protégé au titre des Monuments historiques, s'avère non seulement un élément significatif des paysages ruraux et montagnards des Pays de Savoie mais plus encore un enjeu du développement durable du territoire quant à l'identité et à l'appropriation culturelle, à l'attractivité patrimoniale en matière de renouvellement de l'offre touristique, de diversification et de qualité des produits de tourisme culturel. Ce patrimoine diffus, héritage de l'histoire de la Savoie, dans sa dimension agro-pastorale, touristique, industrielle, religieuse, militaire et transfrontalière, est avant tout vernaculaire². Il témoigne de la diversité, de l'originalité et de la richesse des paysages laborieusement façonnés par l'homme, de l'Avant-pays savoyard jusqu'aux hautes vallées alpines. Il conserve enfin la mémoire de l'évolution de l'habitat et des activités quotidiennes.

Hameau de Couverclaz, commune
de Les Chapelles, en Tarentaise.



Sans avoir la qualité architecturale et historique requise pour être considéré d'un intérêt national par une prise en compte dans un dispositif de protection au titre des Monuments historiques, il n'en demeure pas moins, par sa présence tangible, constitutif de la relation synoptique et synchrone de l'homme à son territoire. Celle-ci ne peut être réduite à l'idiotisme du seul attachement au « terroir »³ du fait de son indéniable dimension anthropologique associant pratiques religieuses, culturelles et votives, sociales, économiques, et plus largement culturelles. L'appropriation du patrimoine rural non protégé est souvent d'ailleurs un enjeu sociétal où s'impliquent collectivités et associations patrimoniales comme porteurs de projets de sauvegarde, de valorisation, d'animation.

Certes son authenticité est aujourd'hui menacée par la mutation accélérée des activités socio-économiques et des savoir-faire issus de la Civilisation agro-pastorale, telle qu'elle a pu exister jusque dans les années 1950 ; plus encore la banalisation et la normalisation de l'architecture, l'urbanisation et surtout de nouveaux modes de consommation, plus particulièrement la standardisation des matériaux de construction, constituent une véritable césure avec les usages anciens intimement liés au territoire local et à ses propres matériaux par nécessité afin de limiter la contrainte du transport sur de longues distances.

Une nuance doit cependant être apportée quant à la diffusion des modèles urbains dont l'influence s'est toujours fait ressentir dans l'habitat rural, notamment dans les bourgs au gré des modes, de la promotion sociale individuelle ou de l'importance de l'émigration savoyarde dans les grandes métropoles françaises ou piémontaises.

Pour autant, la sauvegarde et la rénovation du patrimoine rural et vernaculaire doivent prendre en compte l'authenticité et l'historicité du bâti tout en se confrontant à la modernité de la valorisation. Si l'enjeu d'une rénovation réussie porte de prime abord sur la déontologie, en recourant aux savoir-faire anciens et en employant des matériaux traditionnels, une méthodologie ad hoc en maîtrise d'ouvrage comme en maîtrise d'œuvre, une démarche de projet basée sur l'appropriation patrimoniale par les acteurs locaux s'avère fondamentale.

Cette implication locale est en effet nécessaire pour qu'une valorisation pertinente et durable garantisse une véritable prise en compte patrimoniale et culturelle permettant d'assurer la pérennité de l'entretien du bâti mais aussi le maintien du lien social et intergénérationnel. La contrainte de l'investissement humain et financier lié à un chantier de rénovation dans les règles de l'art devient ainsi un atout culturel, facteur d'enrichissement et de développement local, dont l'incidence est certaine pour la qualité de l'offre touristique et ses retombées induites.



Cette démarche de sauvegarde passe donc, à l'échelle du département, par une politique de sensibilisation au patrimoine et d'incitation à redécouvrir les savoir-faire et les matériaux traditionnels, par la formation des acteurs locaux et des entreprises professionnelles, par la réalisation de chantiers modèles de référence pour expérimenter et développer des modes opératoires spécifiques. Le CAUE de la Savoie s'est déjà largement engagé dans cette voie. La rénovation de chapelles au cœur des hameaux peut ainsi avoir valeur d'exemple pour la rénovation de l'habitat ancien et de l'architecture vernaculaire. Il s'agit ici d'infléchir les tendances à la banalisation et à l'uniformisation afin de renouer avec une certaine harmonie de la diversité entre paysages, habitat et activités d'aujourd'hui et de porter la réflexion sur l'apport du patrimoine dans l'architecture contemporaine autour de la création, de l'usage de matériaux et de techniques traditionnels, d'adaptation aux normes, ou encore du développement d'aménagements répondant aux contraintes environnementales.

Le Conseil général a ainsi souhaité donner plus de cohérence et de qualité à son programme de sauvegarde du patrimoine en tenant compte de trois critères principaux :

L'urgence des travaux en cas de péril de l'édifice, l'insertion dans une programmation pluriannuelle complète de sauvegarde et de valorisation, à l'échelle d'un édifice, d'un ensemble d'édifices ou encore d'un territoire, enfin, la qualité et l'authenticité du bâtiment ou de l'équipement à restaurer. L'aide subventionnée se veut incitative pour une déontologie de projet respectant au mieux le caractère patrimonial de l'édifice et offrant des solutions originales de valorisation et parfois de reconversion. Le Conseil général s'est attaché en particulier à encourager la réutilisation d'édifices et d'équipements à valeur patrimoniale gageant qu'une reconversion est aussi la garantie de leur conservation pour les générations futures.

Sous l'appellation PRNP, le programme concerne des immeubles ou immeubles par destination et

Chapelle Saint-Jacob (ou Saint-Jacquemoz, Saint-Jacques), à Thénésol.

des équipements d'une grande diversité de bâti, qu'il s'agisse de monuments, d'édifices, d'édicules départemental certain et qui sont les témoins en milieu rural de la vie quotidienne des populations et de l'histoire de la Savoie. Leur caractère doit être conservé après une rénovation d'intérêt public. Une typologie du bâti a été retenue en deux catégories :

Catégorie 1 – églises, presbytères, chapelles, bâtiments industriels, ouvrages d'art, maisons-fortes, ouvrages fortifiés et éléments du patrimoine militaire.

Catégorie 2 – oratoires, croix de chemin, fours, lavoirs, fourneaux, forges, moulins et artifices, petits établissements industriels et agricoles.

Les édifices de la première catégorie doivent bénéficier d'une maîtrise d'œuvre confiée à un architecte

D.P.L.G. voire à un architecte du patrimoine pour leur éligibilité. Ne sont pas retenus au titre de ce dispositif, les immeubles et équipements situés en milieu urbain et l'aménagement des mairies qui relève de la Dotation globale d'équipement de l'État. Il est à noter que la reconstitution ou « restitution » de bâtiments ou d'équipements disparus n'est pas prise en compte. La mise en conformité ou l'aménagement en vue d'une réutilisation peut faire l'objet d'autres dispositifs départementaux. Les projets sont éligibles sur dossier et soumis à l'avis d'un Comité technique PRNP⁴.

Notes

1. Séance du 14 juin 2010 Dossier n°4, p 89 du volume I CLP « Sauvegarde du patrimoine monumental, réforme des aides aux collectivités », rapport de M. Sarzier au nom de la Sixième commission, Conseil général de la Savoie.

2. Vernaculaire : mot en usage vers 1765 « endémique », du latin *vernaculus* : domestique, de *verna* esclave né dans la *domus*. Sens actuel : du pays, propre au pays.

3. Terroir : 1198 du latin pop. *territorium* ; altération gallo-romaine de *territorium*, 1246 du vieux français *tieoror* : étendue limitée de terre considérée pour ses aptitudes agricoles, au XIX^{ème} siècle : région rurale, provinciale influant sur ses habitants.

4. Mis en place en 2010, le Comité technique PRNP instruit les dossiers des projets éligibles au titre du Patrimoine rural non protégé (PRNP) : intervention du Département à hauteur de la fourchette 20 % – 60 % du montant HT des travaux selon le taux modulé des collectivités publiques et de 15 % du montant TTC des travaux pour les propriétaires privés sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France et du Comité technique PRNP réunissant le Service territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP)*, le Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement de la Savoie (CAUE) et la Conservation départementale du patrimoine de la Savoie, Direction Archives et patrimoine (DAP).

* Depuis le 17 novembre 2010, le décret n° 2010-633 du 8 juin 2010 est appliqué en région Rhône-Alpes ; ce texte relatif à l'organisation des missions des Directions régionales des Affaires culturelles prévoit la fusion des directions (DRAC) et des Services départementaux de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP) avec mise en place de nouvelles unités territoriales, les STAP.

Chapelle de Bonne-Nouvelle à Saint-Jean-de-Maurienne. Édifice imposant qui a fait l'objet de plusieurs campagnes de restauration.



Une action complémentaire, la sauvegarde des objets mobiliers

La sauvegarde et la réhabilitation des immeubles, tels églises, chapelles et oratoires, au titre du PRNP a également une forte incidence quant à la conservation des objets mobiliers ou meubles qui y sont affectés, qu'ils soient ou non protégés au titre des Monuments historiques. L'interdépendance est, en effet, très étroite, plus encore lorsqu'il s'agit d'immeubles par destination comme par exemple les peintures murales. Retables, stalles et boiseries de chœur des XVIII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, dont les riches retables baroques, souffrent des pathologies courantes qui affectent les chapelles, particulièrement en montagne où églises et chapelles ont souvent été édifiées dans la pente ou sur des sols instables. Des murs en partie en sous-œuvre subissent des remontées d'humidité et de sels qui dégradent d'une manière récurrente les enduits extérieurs et intérieurs, les décors muraux et les meubles en bois. Les infiltrations par défaut d'humidité ou couverture défectueuse, les mauvaises

Note

5. Les objets mobiliers sont éligibles au titre du *Répertoire départemental* après présentation en Commission départementale des objets mobiliers (CDOM) et sur dossier de demande de subvention soumis à l'Assemblée départementale pour tous travaux de conservation et/ou de restauration à hauteur de la fourchette 20 % - 60 % du montant HT des travaux selon le taux modulé des collectivités publiques.



Chapelle Saint-Bernard-de-Menthon, La Villette, Albiez-Montrond. Immeuble non protégé avec objets mobiliers protégés au titre des Monuments historiques, tableau « Vierge à l'Enfant, saint Bernard de Menton, saint Roch et Amédée IX de Savoie dit le Bienheureux », signé « Jomar Pingebat 1689 ».

restaurations au ciment du XX^e siècle, en reprise de murs enduits à l'origine à la chaux ou en remplacement de planchers par des sols au ciment, perturbent les anciens échanges naturels et l'équilibre climatologique du bâti et ont une forte incidence sur l'état de conservation des objets mobiliers. Ceux-ci subissent condensation et saturation d'humidité favorisant le développement de moisissures et de chancis sur les peintures sur toile, les infestations d'insectes xylophages sur les boiseries au contact de murs humides ou salpêtrés. Comme pour les immeubles, les dispositions existantes pour les meubles en matière d'objets mobiliers Monuments historiques bénéficient de l'action complémentaire du *Répertoire départemental*, créé à l'initiative

du Conseil général de la Savoie par délibération du 9 juin 1998 qui permet aux collectivités propriétaires de bénéficier d'une aide départementale sous forme de subvention pour tous travaux de conservation-restauration sur objets mobiliers d'intérêt patrimonial départemental. Dans le cadre de l'instruction des projets de réhabilitation au titre du PRNP, le dispositif du Répertoire départemental⁵ offre aussi la possibilité d'une double approche patrimoniale de l'édifice afin d'apporter une réponse concertée pour la réhabilitation architecturale et la bonne conservation des objets culturels qui y sont attachés.

Philippe Raffaelli
(pour le Comité technique PRNP)



Sollières-Envers, la place du village, Sollières-Sardières.

Patrimoine, paysage et village

La restauration du patrimoine ne concerne pas seulement le sauvetage de quelque chapelle isolée, mais aussi la valorisation d'ensembles cohérents plus larges qui composent les hameaux et les villages, où l'on s'attachera à restaurer habilement les maisons, fours à pains, calades des ruelles en utilisant les techniques anciennes adaptées (murs et sols en pierres, enduits à la chaux naturelle, toitures traditionnelles).



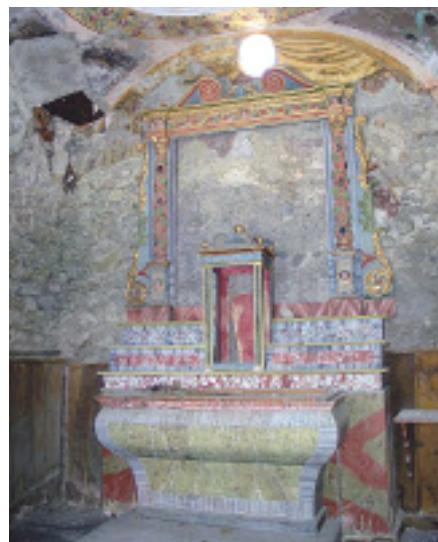
Calade en pierre au cœur de Saint-Michel-de-Maurienne. À l'arrière-plan, le Musée de l'aluminium, ancien presbytère.



Hameau de La Paraz, commune de Saint-André-de-Maurienne. Au premier plan, à gauche, le four à pain, à l'arrière-plan, la maison dite des Évêques.

Pathologies

Les ouvrages anciens ont été construits avec habileté et sont capables de résister plusieurs siècles. Cependant, des dégradations peuvent apparaître liées le plus souvent à des processus d'infiltration d'eau (mauvais entretien des toitures, condensation ou remontées capillaires) parfois à des mouvements du sol (séismes, affaissements). Dans tous ces cas, un diagnostic précis effectué par un architecte du patrimoine permettra de déterminer les travaux de confortement et de restauration à engager.



Chapelle Notre-Dame-des-Neiges à Albiez-le-Jeune. Infiltrations d'humidité dans les murs et remontées capillaires ont entraîné une destruction des enduits et décors peints à l'intérieur et à l'extérieur.

Restaurations

Tout édifice devrait être entretenu régulièrement. Des dégradations plus graves nécessitent aussi des interventions plus lourdes de stabilisation de structure, de drainage et ventilation, de réfection des enduits et de restauration des décors peints.

L'intervention des artisans

Les églises et chapelles de nos régions, de même que les étables voûtées et les fours à pain, sont des ouvrages qui nous impressionnent par la qualité de leur construction, mais dont les processus de réalisation ont surtout fait appel à des artisans qualifiés qui habitaient notre région. Beaucoup de travaux de restauration peuvent être faits par les artisans locaux qui acceptent de se former pour s'investir dans ces travaux : art de l'assemblage de murs en pierre sèche, art de la taille de la pierre, confection de mortiers, d'enduits et de décors à la chaux naturelle, travaux de gypserie, menuiserie, ferronnerie, charpente et couverture.

*Hervé Dubois
(pour le Comité technique PRNP)*



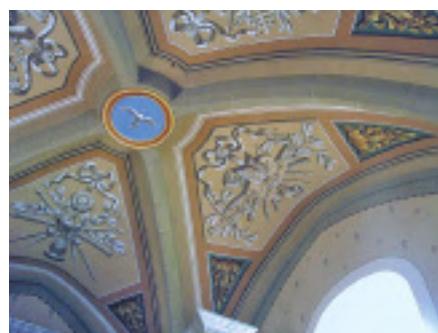
Église paroissiale d'Albens. La structure des voûtes a fait l'objet de travaux de stabilisation puis de réfection des décors peints.



Voûte déstabilisée du four à pain de La Paraz, à Saint-André-de-Maurienne.



Arcs et voûtes de la tribune de la chapelle de La Thuile, fissures résultant probablement de la poussée d'une avalanche, Granier-sur-Aime.



Église d'Héry-sur-Ugine. Les décors peints très dégradés font l'objet de travaux de réfection, Ugine.



Portail de l'église Saint-Martin à Les Chapelles, renforcé par des tirants métalliques.



Chantier de formation d'artisans et de personnels techniques pour la réfection des murs de soutènement en pierres (Montvalezan) et pour la réfection des enduits à la chaux et décors peints (Montagny) – CAUE de la Savoie et APTV.

Bois Lab

valorisation transfrontalière de la filière forêt-bois



ARCHITECTURE

Bois Lab est un projet de valorisation de la filière bois programmé au titre de la coopération territoriale européenne France-Italie (Alpes) Alcotra de 2007 à 2013.

Présentation de *Bois Lab* au salon Habitat et Jardin 2010.



Formation du lycée professionnel de La Ravoire dans l'entreprise Foray (Villard-Léger).



Le Conseil général de la Savoie s'est engagé sur ce projet en tant que partenaire aux côtés de la Province de Turin, cette dernière étant désignée chef de file du projet. Les objectifs de *Bois Lab* sont de valoriser les différentes approches administratives et techniques mises en place dans les stratégies territoriales, tant en Italie qu'en France. L'intérêt économique pour l'aménagement de ces territoires est d'accroître la place du bois énergie forestier, du bois construction d'origine locale ainsi que la mise en place de véritables échanges entre les professionnels des territoires transfrontaliers tout en renforçant le réseau de coopération pour valoriser l'usage des bois des Alpes.

Ce programme bénéficie des participations financières de l'Union européenne/FEDER, ainsi que l'État français. En Savoie, le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement et l'Interforêt Bois sont associés à ce dossier.

Concevoir, fabriquer, construire avec les produits du territoire qui nous entourent, le stand *Bois Lab* au Salon de l'habitat et du jardin en avril dernier, nous a donné l'occasion de valoriser la filière bois en Savoie.

Le système imaginé de construction, d'assemblage et de fabrication du mobilier implique une culture locale d'entreprise depuis les ressources jusqu'à la formation et la transmission du savoir-faire.

De la forêt de Savoie, aux scieurs - Scieries réunies de Savoie à Rognaix, en passant par la transformation dans une menuiserie familiale de 3^e génération à Villard-Léger - l'entreprise Foray, il restait à ajouter



Espace Nordique à Bessans, architecte Tectoniques.

Bois Lab en Savoie

Le bois est le matériau naturel par excellence. De tout temps, il a été utilisé par les bâtisseurs, en particulier en montagne.

Les vestiges archéologiques attestent de la durabilité du bois, supérieure à la pierre et au métal : la rouille et le délitement ne le guettent pas.

Traditionnellement la charpente, les planchers et les menuiseries étaient en essence spécifique de bois sec et sans traitement.

Aujourd'hui, le métal, le plastique et le béton sont largement utilisés ; le bois est devenu un matériau de décoration souvent folklorique.

Il convient de redécouvrir ce matériau exceptionnel, de qualité d'utilisation, de mise en œuvre, de transport. Il offre des avantages reconnus de protection de notre environnement. Seule recommandation d'importance, le reconnaître comme un matériau vivant qui, s'il est utilisé en extérieur, se grise naturellement et ne pas tenter de lui ôter ces merveilleuses teintes grises, qui au fil des hivers, lui donnent sa patine... et sa protection.



la dimension de formation et d'apprentissage avec le Centre de Formation des Artisans et le SEGPA du Collège d'Albertville. La valorisation d'un savoir-faire passera par cette expérience de relocalisation des ressources et de l'emploi à travers tous les acteurs impliqués, collectivités locales, institutions, créateurs, entreprises et les lieux de formation et de transmission.

Le concept proposé autour d'un jeu modulaire met en valeur l'esprit *Bois Lab* comme lieu d'innovation et de promotion pour reconstruire cette culture du territoire en ouvrant de nouveaux marchés. Un mobilier modulaire en bois, facile et riche de combinaisons, laisse place à la liberté de conception avec le bois local pour témoigner d'une grande variété de mises en scène créatives et pédagogiques.

Conçue comme une expérience de « design industriel », nous avons étudié sa reproductibilité dans un tissu de PME et d'artisans intégrés. Méthodes et règles de production simples et économiques, tout a été pensé pour favoriser un réflexe « coopératif » qui mobilise tous les partenaires de la filière en Savoie. En participant à cette expérience, les acteurs et partenaires du projet peuvent soutenir et conclure de nouvelles alliances pour leurs entreprises et les organisations.

Ce projet de mobilier démontre que pour les architectes, penser un projet en termes de développement durable, c'est aussi le concevoir dans la perspective de faire vivre et exploiter les ressources et les savoir-faire d'un territoire.

Philippe Barbeyer et Bruno Lugaz



[à gauche, ci-dessus] Maison de la vigne et du vin à Apremont, Patey architectes.

[à droite, ci-dessus] Grange à Queige, architecture traditionnelle en bois et chaume.

Salle de répétition d'orchestre au Centre Louis Armand à Saint Jean-de-Maurienne Jean Bruzy et Giuseppina Ciaramella, architectes.



[à gauche] Couleurs et nuances du bois naturel.
[à droite] Auditorium La Coupole à Bourg-Saint-Maurice, Arcs 1600, Pierre Faucheux, architecte.

une statue centenaire

Jean-Jacques Rousseau à Chambéry



Vue de la maison
des Charmettes,
à Chambéry.

BEAUX-ARTS

La statue de Rousseau sculptée aux Charmettes par Mars-Vallett, inaugurée en 1910 à Chambéry dans le jardin du Clos Savoiron, a été l'un des temps forts de la célébration du cinquantenaire du rattachement de la Savoie à la France, mais aussi l'objet de polémiques. L'exposition *La guerre des statues* retrace la manifestation de 1910, fait revivre l'histoire mouvementée de ce monument et la forte personnalité de Mars-Vallett. Elle propose un portrait opposé de Rousseau et de Joseph de Maistre, et situe les statues du paysage chambérien dans l'histoire des idées et dans la « mémoire sculptée » de chacun.

La date d'inauguration de la statue de Rousseau, le 4 septembre 1910, fait du philosophe un symbole fort de la III^e République, née le 4 septembre 1870, et de l'attachement de la Savoie à la France depuis 50 ans. L'emplacement a été choisi pour des motifs politiques ; le nouveau parc symbolise la ville neuve, par rapport à la ville ancienne. La statue domine en altitude celle des frères de Maistre inaugurée en 1899 au pied du château. Enfin, à quelques années à peine de la séparation des Églises et de l'État en 1905, la statue est implantée sur un terrain appartenant autrefois au clergé. Pour le sculpteur Mars-Vallett, les motifs

sont autres : la statue est vivante : « *Rousseau, installé sur son socle, regardait les Charmettes qui lui avaient été si douces ; le cimetière de Lémenc où était enterrée sa maman était plus proche encore* ». [Mars-Vallett, *Une vie d'artiste*, Chambéry : Lire, 1947]

Il y a appel à souscription populaire ; associations, lycées, autres communes, simples amateurs de Rousseau, la ville de Chambéry et le Conseil général de la Savoie restent les principaux financeurs. En soi, le projet est audacieux, choix d'un sculpteur savoyard, sculpture pleine de vie et non figée. La statue est modelée en terre aux Charmettes et coulée en bronze à Paris par le célèbre Barbedienne. L'inauguration se fait en présence du Président de la République, du Ministre de l'Instruction publique, on donne une cantate, avec 250 exécutants.

Mars-Vallett a voulu créer une statue originale. Il obtient ce résultat par le mouvement, la statue semble marcher. Elle attire l'admiration de Rodin qui vient rendre visite au sculpteur aux Charmettes pour le féliciter. Bartholomé, qui sculpta le tombeau de Rousseau au Panthéon (1912), vint aussi prendre conseil.

La statue est, dès avant son inauguration, l'objet de nombreuses polémiques dans la presse, les réactionnaires sont à l'affût, une affiche rouge contre Rousseau est placardée dans la rue pour inciter les chambériens à ne pas assister à une inauguration qui honore un étranger, mauvais citoyen, mauvais père, mauvais mari...

En 1913, la statue est victime d'un attentat, les pieds sont sciés et elle est jetée à terre : « *Une nuit, on tenta de le précipiter de son socle. Des camelots du roi, assuraient-on, lui avaient scié les jambes, pour marquer la haine qu'ils avaient pour le philosophe et pour le Ministre de l'Instruction publique venu présider un congrès de l'enseignement laïc* ». [Une vie d'artiste de Marius Mars-Vallett, Chambéry, Lire, 1947]

En 1942, elle est envoyée à la fonte, dans la gigantesque opération d'acculturation qui frappe toutes les statues de bronze sous prétexte de la récupération des métaux pendant la Seconde guerre mondiale.



Le sculpteur Mars-Vallett, né à Chambéry en 1869, après avoir longtemps habité Paris, continue à partager sa vie entre Paris et Chambéry. Le sous-titre de son livre de souvenirs publié en 1947 résume assez la richesse de cette « *vie d'artiste* » : *Montparnasse et Montmartre en 1890, les rapins, les sculpteurs et les modèles, Rodin, Bartholomé, Bernard, les Charmettes et leurs visiteurs, sauvetage du lac du Bourget*. Revenu à Chambéry en 1904, il devient conservateur des musées jusqu'à sa mort, d'abord du Musée des beaux-arts, auquel s'ajoutent les Charmettes rachetées par la Ville en 1905, puis le Musée savoisien en 1940. Cette charge bénévole lui permet d'habiter la maison où demeura Rousseau, à laquelle il voue une passion. Il s'y fait construire un atelier en planches dans lequel il exécute des modèles de monuments : Rousseau en 1910, Lamartine (baie de Châtillon, lac du Bourget, inaugurée en 1925) ; des statues de pierre, *Enfants sous la neige*, exposée devant le musée Faure d'Aix-les-Bains ; *Fontaine des colimaçons* à Chambéry. Suivant l'exemple de la Société Nationale, il fonde la *Société savoisienne des Beaux-Arts* qui organise un salon bisannuel depuis 1913, encourageant la vie artistique locale. Au musée, il fait en 1948, une donation de 31 sculptures. Il obtient nombre de donations grâce à ses amitiés avec des artistes, comme le peintre François Cachoud, ou le fils de Jean-Baptiste Farochon qui fait don aux Charmettes en 1909 d'une réduction en bronze de la statue de Rousseau sculptée par son père pour le Pavillon Richelieu au Louvre. Pour sa ville et pour la Savoie, il s'engage dans la sauvegarde des patrimoines, bâti et naturel, et fonde en 1933 l'*Association des Amis du Vieux Chambéry*. Avec eux, il obtient la préservation du vallon des Charmettes, se bat pour la sauvegarde du lac du Bourget contre la Compagnie nationale du Rhône. Il meurt dans sa ville natale en 1957, avant la remise en place de la nouvelle statue de son Rousseau pour le 150^e anniversaire de la naissance de Rousseau en 1962 : pour le rétablissement de la statue, l'Académie de Savoie et de grands écrivains français se sont mobilisés en 1959 au Vel d'Hiv à Paris, Louis Aragon, Albert Camus, Roland Dorgelès, Maurice Genevoix, François Mauriac, Georges Simenon... elle était pour eux un symbole manifeste des idées de Rousseau contre la tentative d'effacement pendant la Seconde guerre mondiale de la mémoire portée par les statues.

Mireille Védrine



Attentat contre la statue de Jean-Jacques Rousseau en 1913.

Musée des Charmettes, maison de Jean-Jacques Rousseau. Entrée gratuite pour la maison, le jardin et les expositions. Visites guidées et audioguidées. Renseignements tél. 04 79 33 39 44.

<http://musees.chambery.fr>

Brochure de l'exposition, mai-décembre 2010 : « La guerre des statues », Gilbert Gardes et Mireille Védrine.- Milan : Silvanaeditoriale, 2010.

à bicyclette !

les archives des sports et du cyclisme en Savoie

Les « cyclos » ayant roulé tout l'été, allaient-ils se retrouver dépourvus de vélo quand la bise et l'heure de remiser les bicyclettes furent venues ? Vous roulez au temps chaud ? Feuillotez aux frimas ! Et venez aux Archives départementales de la Savoie car elles conservent en effet de nombreux documents susceptibles d'éveiller l'intérêt de l'amateur de vélo.

Les plus évidents sont les collections de périodiques locaux : le *Dauphiné Libéré*, *La Vie nouvelle*, *La Savoie*...

Qu'il s'agisse des comptes rendus des étapes du Tour de France ou du Critérium du Dauphiné, de l'annonce de courses locales et de rassemblements de cyclo-sportifs, de publicité de vendeurs spécialisés, l'amateur de guidon et de rayons y trouvera un plaisir illustré et facilement accessible. D'autres fonds recèlent également des trésors pour qui sait s'y plonger.

Au cours de leurs incessants travaux de production de nouveaux inventaires et d'amélioration des anciens instruments de recherche, les Archives départementales ont actualisé un fichier de la série S (Ponts et chaussées). Un peu oubliées au fond de la salle de lecture, ces milliers de fiches cartonnées ont fait l'objet d'une saisie patiente et attentive, préalable indispensable à leur mise en ligne sur le site internet des archives (www.savoie-archives.fr).

Que contient donc ce fichier qui puisse soulever l'intérêt des sportifs ? Il s'agit des dossiers de réglementation routière et d'autorisations de manifestations sportives dans les espaces publics. Toute manifestation sportive impliquant une circulation sur la route doit effet faire l'objet d'une demande officielle auprès de la Préfecture qui instruit le dossier pour donner une réponse, généralement favorable.

Que le lecteur ne se laisse pas rebuter par l'idée de dossier administratif ! Ces dossiers contiennent en effet les dossiers du *Tour de France*, de 1948 à 1973, avec des pièces très variées. S'ils comportent des échanges de courriers (à en-tête) entre la société organisatrice et les instances locales, ils contiennent également tous les détails de l'étape, avec le minutage du passage, l'itinéraire précis, les éléments de reconnaissance du parcours, les modèles d'insignes officiels à apposer sur les voitures, les relevés d'incidents ou d'accidents (deux morts en 1948), les laisser-passer, les questions de franchissement de frontière ou de sécurité, les relations avec les communes, le parking des voitures, le survol de la course, la tenue officielle des gendarmes ou le passage des vaches... Y figure également l'organisation de la caravane du Tour, avec sa composition précise (nombre et descriptif des voitures et camions), l'interdiction des vendeurs camelots, les ventes publicitaires et autres arnaques. Bref, toute la



vie du Tour dans les années 1950-1960 s'offre à qui sait prendre le temps de la lire.

À tout seigneur tout honneur, le *Tour de France* a donc une place appréciable mais ne négligeons pas pour autant les autres sujets contenus dans notre petit fichier. Le *Critérium du Dauphiné Libéré* y figure également ainsi que les courses cyclistes locales, puis à partir des années 1970, les cyclo-sportives. Ces dossiers contiennent les détails du parcours, la date et le nom de l'association organisatrice ; s'y trouvent également les études et rapports de l'ingénieur des Ponts, la correspondance qui traduit les hésitations de date en début de saison et la fameuse autorisation préfectorale ou le refus si la course entraîne trop de difficultés de circulation.

Une autre source, plus connue, peut également être utilisée pour se promener dans l'histoire du cyclisme local. Il s'agit des dossiers d'autorisation de sociétés sportives depuis 1860 (série M). À partir des années 1880, vélo-clubs et autres unions vélocipédiques foisonnent dans toutes les communes de Savoie (et de France). Certaines sont orientées vers une activité de loisir et de pure promotion de la bicyclette ; d'autres ont déjà un but de compétition, telle l'*Union vélocipédique savoisiennne* autorisée en 1895 qui « a pour but de renouer et resserrer les liens d'amitié et de fraternité qui existent entre ces clubs, de développer le goût du vélo et de faire courir les épreuves des championnats dits des deux Savoies ». Certains dossiers comportent le règlement de l'association, ce qui permet d'en savoir plus sur le but mais surtout sur le fonctionnement et les membres des associations cyclistes. Ils se poursuivent tout au long du XX^e siècle, au gré de la réglementation et de l'évolution des associations. Les parcourir d'année en année offre un aperçu discursif d'une partie du monde du vélo.

Dans le même esprit, le cyclisme scolaire peut également être abordé de la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle (série T).

Autre monde et autre époque, les championnats du monde de cyclisme qui se sont déroulés en août 1989 à Chambéry (sous-série 5J). Qui se souvient de la mascotte Jobby ou de l'utilisation de l'autoroute A41



ARCHIVES
DÉPARTEMENTALES

entre Chambéry et le Touvet pour les épreuves de contre-la-montre ? Véritable événement international, cette manifestation s'est également inscrite dans l'optique de la préparation de la Savoie aux Jeux Olympiques d'hiver d'Albertville trois ans plus tard. Au-delà d'un sujet purement cycliste, ce qui s'ouvre au travers de ces archives, c'est tout le monde sportif et, plus largement, un nouveau champ social d'exploration.

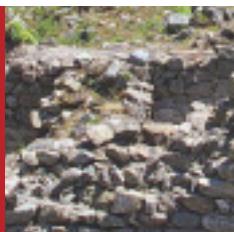
Les archives du sport constituent en effet une nouvelle source pour l'histoire. C'est bien ainsi que les archivistes l'ont perçu, avec la création d'une section spécifique du Conseil International des Archives. Comme ce petit tour à vélo l'a montré, les archives concernées sont fort diverses et nécessitent une approche adaptée. Qu'il s'agisse de grands événements (Jeux Olympiques, championnats du monde, d'Europe ou de France) auxquels de nombreux intervenants concourent à l'organisation ou d'événements locaux réservés aux membres d'un petit club, qu'il s'agisse de cyclisme, de ski, de course à pied, de sports nautiques ou aériens, les archivistes sont dans les « starting-blocks » pour sauvegarder un pan de mémoire. Et dans ce domaine comme dans d'autres, il est plus efficace de jouer collectif. Alors n'hésitez pas à partager vos trésors !

Sylvie Claus



Château-Vieux des Allinges

campagne de fouilles 2010 dans le cadre du projet Alcotra-Aver « Des montagnes de châteaux »



ARCHÉOLOGIE

Dans le cadre du projet franco-italien AVER – *des montagnes de châteaux*, dont le contenu et les objectifs ont été exposés dans la précédente *Rubrique des Patrimoines de Savoie*¹, la première campagne de fouille sur le site de Château-Vieux des Allinges s'est déroulée durant l'été 2010².

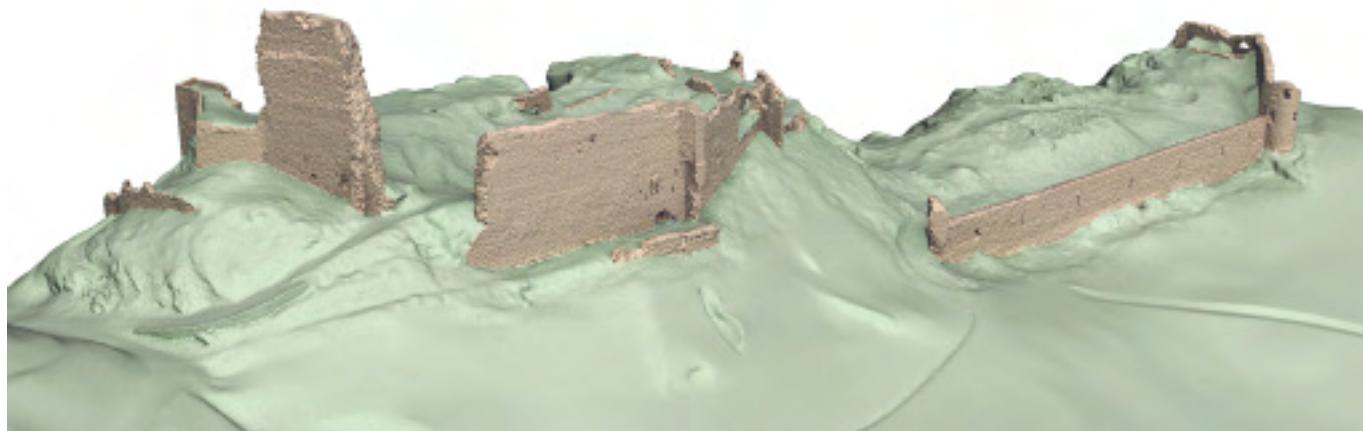
Au début du XIII^e siècle, deux châteaux sont mentionnés aux Allinges, l'un relevant du comte de Savoie et l'autre du sire de Faucigny. Les deux places, peu après connues sous les appellations de *Château-Neuf* et *Château-Vieux*, deviennent tout naturellement l'un des théâtres d'opérations privilégiés du conflit qui oppose les deux camps entre 1268 et 1355. Ce conflit s'achève avec le traité de Paris en 1355 qui attribue la terre de Faucigny à la Maison de Savoie. Les comtes puis ducs de Savoie n'assurent dès lors que l'entretien de Château-Neuf, au détriment de Château-Vieux, rapidement livré à l'abandon et déserté. Ce vaste ensemble de bâtiments est vite reconverti en carrières de pierres, exploitées pendant des siècles.

Château-Vieux se développe sur le même éperon que Château-Neuf, et en est séparé par une distance de moins de 150 m, largement couverte par un tir d'arbalète ou un lancer de trébuchet... L'entrée à Château-Vieux se fait au niveau du bourg et notamment par une tour-porte, située au sud, à laquelle on accède après avoir gravi un chemin raide et rectiligne. De cette tour-porte on arrive dans la basse-cour qui renferme le bourg castral. Ses dimensions sont importantes, atteignant près de 120 m de long pour 40 m de large. Il faut ensuite gravir une forte dénivellation pour accéder au

plain-château, lequel se développe à l'ouest de la cour basse et joue un rôle d'espace tampon dans lequel se trouvent la chapelle castrale et un autre bâtiment. De là, par une porte dans l'enceinte haute, on accède au cœur du château, qu'est la haute cour, naturellement tournée vers Château-Neuf, et qui fait 70 mètres de long par 40 mètres de large. Cet espace est protégé par une haute enceinte crénelée dont différentes phases de construction sont observables. Le contexte conflictuel latent entretenu pendant des décennies a en effet impliqué une somme de remaniements des fortifications dont nous pouvons envisager l'ampleur... Cette cour haute concentre en 1339³, à l'intérieur des courtines dotées de trois tours carrées, un ensemble de bâtiments assez dense, comprenant un dépôt (« recept ») contenant trois machines de guerre, trois écuries (dites « maréchalleries »), deux logis dont un accolé d'une tour ronde, deux citernes... Actuellement il paraît bien difficile de reconnaître les vestiges discernables en surface et plus encore de les attribuer aux bâtiments mentionnés ci-dessus.

La campagne de fouilles de juillet 2010 s'est concentrée sur le bourg castral et avait pour objectif de définir le potentiel archéologique du sous-sol tout en essayant d'envisager la nature, la disposition et la destination des aménagements repérables en surface. Deux tranchées ont été ouvertes dont les parties supérieures ont été décapées à la pelle mécanique, sous la conduite vigilante des archéologues. En effet, les niveaux archéologiques en place ont été trouvés scellés sous une

Allinges (74) – Château-Vieux : modèle 3 D métrique haute définition (Veissière Olivier Patrimoine Numérique). Le château est vu depuis le Sud et le bourg castral se trouve dans sa partie orientale (à droite sur l'image), longueur maximum hors œuvre : 210 m.





couche de démolition qui atteint, par endroits, plus d'un mètre d'épaisseur.

L'équipe de fouille se composait de cinq archéologues professionnels (deux du bureau d'investigations archéologiques Hadès et trois du Service archéologique de la Haute-Savoie). En plus de ces cinq archéologues, dix étudiants de différents horizons et disciplines se sont succédé durant quatre semaines, du 28 juin au 23 juillet 2010.

La fouille, qui s'est concentrée sur le secteur le plus densément occupé du bourg, a livré des informations sur au moins quatre cellules d'habitat réparties de part et d'autre d'une petite rue. Les maisons mitoyennes se présentent sous la forme de parcelles allongées de 6 à 10 m de longueur par 4 à 5 m de largeur, perpendiculaires à l'axe de circulation. Toutes disposent d'un accès direct au rez-de-chaussée depuis la rue : les accès caractérisés par de larges portes et de petits escaliers droits en pierres semblent attester l'existence de caves semi-enterrées à vocation de stockage de denrées alimentaires ou de matériel, ou éventuellement d'ateliers.

Les modes de construction sont soignés : les murs en pierres sont épais de 0,60 à 0,90 m, ce qui permet d'envisager l'existence d'au moins un étage habitable pour chacune de ces maisons. Les accès à l'étage pouvaient être des escaliers en bois qui n'ont pas laissé de traces, mais au moins une maison possédait un large escalier en pierres flanquant la façade. Certains murs et sols étaient en partie taillés dans le rocher, duquel est par ailleurs tirée une bonne partie des matériaux de construction. Quelques blocs glaciaires résiduels (schistes et gneiss en majorité), probablement prélevés sur place, ont également été mis en œuvre dans les murs. Des traces d'enduits à la chaux sont conservées sur certains murs, témoins du soin apporté à la construction, mais aussi peut-être de la volonté d'assainir les intérieurs. Cette étude archéologique a permis de mettre en évidence une exploitation insoupçonnée du socle rocheux des deux châteaux,

dans lequel ont été extraites des meules de moulin. L'une d'entre elles, impropre à sa destination initiale s'est vue réemployée dans la construction d'un escalier dégagé à l'occasion de la campagne de fouilles et attestant d'une exploitation médiévale.

Durant la période de chantier, des visites guidées ont été organisées les jeudis soir, en lien avec la commune d'Allinges et la communauté de communes des Collines du Léman. Des visites supplémentaires ont été assurées le 1^{er} août et durant le week-end des Journées Européennes du Patrimoine. Plusieurs centaines de personnes ont été ainsi accueillies. Forte de ces résultats scientifiques encourageants, la prochaine campagne de fouilles est prévue pour juillet 2011.

*Christophe Guffond
et Laurent D'Agostino*



Les Allinges (74) – Château-Vieux :
vue du bourg castral en cours de fouille.

Notes

1. Guffond Christophe et D'Agostino Laurent, « Trois ans pour les châteaux de la Haute-Savoie et de la Vallée d'Aoste – le projet Alcotra AVER – des montagnes de châteaux », *La Rubrique des Patrimoines de Savoie*, juillet 2010, n° 25, p. 28-29.

2. Si les châteaux des Allinges ont bénéficié d'un réel intérêt historique depuis le XIX^e siècle, ils n'ont en revanche fait l'objet d'aucune investigation archéologique d'envergure. Seuls des sondages ont été entrepris dans la chapelle castrale en 2000 (par Jocelyn Laidebeur) ainsi qu'une étude des élévations, réalisée en 2004 (par Véronique Levert).

3. L'enquête de 1339 est établie dans le cadre d'un projet d'acquisition de la terre de Faucigny par le Pape. Carrier Nicolas et Corbière Matthieu (de la), *Entre Léman et Mont-Blanc au XIV^e siècle*, Mémoires et Documents de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 2005.

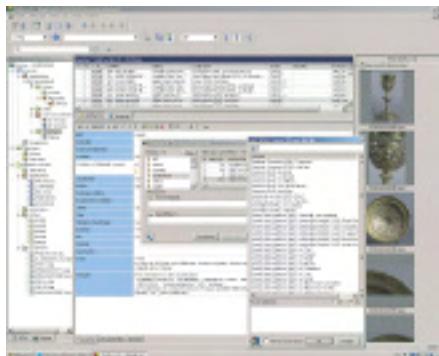
la base de données de la Conservation départementale des antiquités et objets d'art de la Savoie

une mutation pour l'avenir



ANTIQUITÉS
& OBJETS D'ART

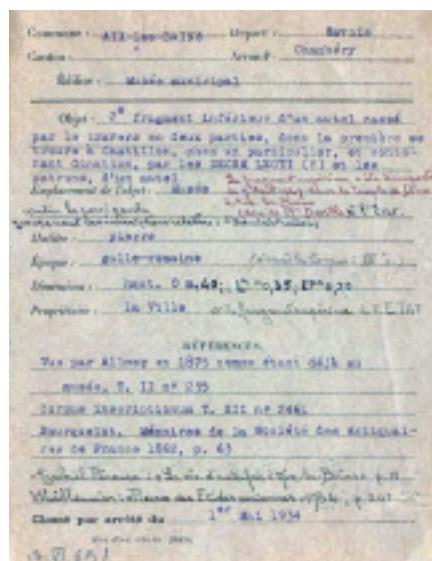
La Conservation départementale du patrimoine conserve et gère la documentation des antiquités et objets d'art de la Savoie, sous l'autorité du conservateur. L'informatisation de ce fonds lancée en 1996 a considérablement évolué et il est temps d'en dresser un bilan d'étape. Le travail accompli a permis d'élaborer un outil de gestion efficace, depuis le répertoire constitué de fiches cartonnées, dont certaines datent des années 1930, et à partir des dossiers de protection. Après une longue période de vérification, d'organisation et de saisie, une nouvelle application informatique aux fonctions documentaires étendues a été mise en place fin 2007. Le suivi de quelque 3 000 objets alors protégés au titre des Monuments historiques, classés ou inscrits, répartis sur le territoire départemental était devenu difficile à exercer avec des fiches volantes et des répertoires continuellement annotés. La base Palissy, conçue par l'État au début des années 90 et accessible sur internet, a servi de modèle global pour l'organisation des données en vue de « l'informatisation ». Un premier logiciel documentaire a ainsi permis de saisir le fichier existant et d'effectuer la mise à jour des objets classés par comparaison avec la base nationale. Mais cela ne répondait pas à l'in-



tégralité des besoins locaux : les objets inscrits, les plus nombreux, n'étaient pas répertoriés et il fallait disposer d'un outil de référence pour une transmission rapide et fiable aux propriétaires et administrations concernés, comme pour documenter les restaurations, renseigner les récolements, actualiser les mouvements et les dossiers de vols.

Les préalables à la mise en œuvre de cette base de données ont donc été le reclassement de la documentation physique, les vérifications et la collecte des informations manquantes, le tri et l'indexation de la photothèque, puis, pour réaliser la saisie, fragmenter, hiérarchiser, reformuler et distribuer les données obtenues vers les champs constituant chaque fiche. L'observation de contraintes syntaxiques, dont la principale est l'utilisation de vocabulaires normés, permet au logiciel de retrouver l'information, mais la diversité des langages descriptifs employés au fil du temps ne peut être restituée de cette manière. On distingue donc les annexes documentaires destinées à augmenter la connaissance, des fondamentaux, que sont les caractères d'identification et de localisation, assignés à des champs automatiquement contrôlés et indexés.

Le logiciel utilisé au cours de cette étape était exclusivement textuel, la décision fut prise, en 2006, de transférer les données existantes vers un produit de gestion électronique de documents (GED), permettant de rattacher tout type de fichier numérique aux fiches d'identification d'objets et fonctionnant en réseau. Le but étant de rassembler une information exhaustive, l'archivage des fichiers fait l'objet d'une actualisation permanente et le processus s'inscrit dans la durée. Cette mise en œuvre demande du temps : la numérisation représente une charge de travail importante et fait appel à des compétences particulières. La nouvelle application est architecturée autour du fichier des objets mobiliers Monuments historiques ou portés au Répertoire départemental, mis en relation dynamique avec les fichiers des communes et des auteurs. À ce jour 4 128 notices y sont répertoriées et la base de données offre, par ses inter-connexions, d'extraordinaires capacités de recherche et de gestion, décuplées par la GED. Cet outil d'abord conçu pour un usage interne, est appelé à s'ouvrir à un public plus large, en application de la circulaire du 19 octobre 2007 « relative à la communicabilité de la documentation et des informations concernant les objets mobiliers, meubles proprement dits ou immeubles par destination, classés ou inscrits au



titre des Monuments historiques ». Certaines informations doivent cependant rester confidentielles et au-delà de la relation fonctionnelle prioritaire avec les services, l'État, la gendarmerie et les propriétaires, l'accessibilité au public est soumise à la création de profils utilisateurs restrictifs dont le paramétrage est confié à l'administrateur de la base de données. Actuellement, seules les personnes autorisées et les chercheurs peuvent bénéficier d'un accès sur rendez-vous, l'état de mise à jour continue et l'absence d'accès web ne permettant pas d'autoriser un plus large public, toutefois les demandes formulées par écrit et jugées recevables sont traitées au cas par cas. Le versement des notices vers la base publique Palissy pourrait y pallier, à condition que le contenu des champs sélectionnés soit reformaté pour une totale compatibilité.

Un travail considérable reste à accomplir et la priorité à court terme, pour la Conservation départementale, consiste à améliorer les capacités de gestion et à mener à terme la mise à jour de la couverture photographique numérisée. De nouveaux développements sont aussi à l'étude, pour la création des domaines « maîtres orfèvres » et « immeubles », par exemple.

Faciliter l'accès à l'information sur le patrimoine est un progrès considérable mais les doutes quant à la conservation des données informatiques sont fondés et la question de leur transmission aux générations futures est ouverte. Ces systèmes pourraient se révéler plus fragiles que le patrimoine qu'ils documentent et la copie papier reste de rigueur.

Jean-François Laurenceau

les sentinelles des Alpes

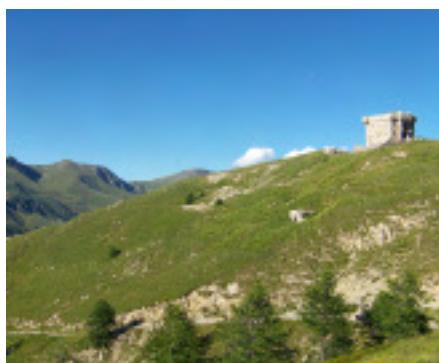
des fortifications pour découvrir les Alpes autrement

Depuis deux ans, la *Grande Traversée des Alpes (GTA)* a succédé à la Mission Développement Prospective de la Savoie pour la gestion et l'animation du réseau *Sentinelles des Alpes*. Composé d'une trentaine de forts répartis sur les versants français et italien du massif, le réseau est amené à évoluer pour intégrer pleinement les nouveaux enjeux du tourisme alpin de demain.

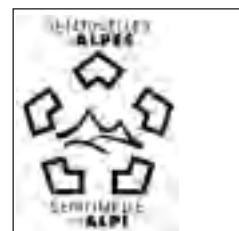
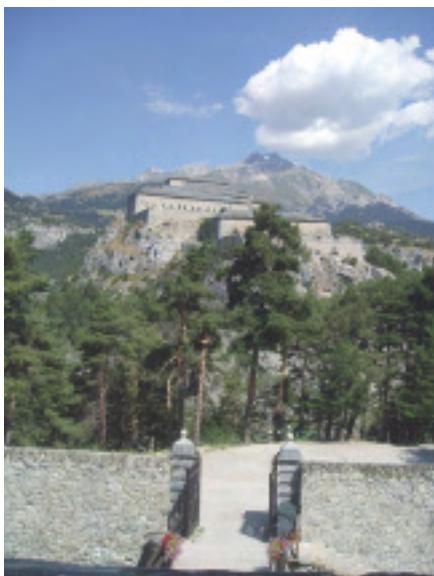
La Grande Traversée des Alpes

Créée en 1971 pour « promouvoir le tourisme de randonnée entre le lac Léman et la Méditerranée », la GTA est un outil de développement touristique multithématique et multipratique (pédestre, vélo, VTT, auto, moto) au service des territoires. En animant six grands itinéraires que sont la Route des Grandes Alpes, Les Chemins du Soleil, les Routes de la Lavande, la Via Alpina, la GTA/GR5® et les Sentinelles des Alpes, la GTA répond aux nouveaux enjeux du tourisme montagnard : diversifier l'offre quatre saisons et proposer un tourisme durable.

www.grande-traversee-alpes.com
www.sentinelles-des-alpes.com



Les fortifications au col de l'Authion, Alpes-Maritimes.



PATRIMOINE FORTIFIÉ

Sous la Dent Parrachée, le Fort Victor Emmanuel vu depuis la Redoute Marie-Thérèse, Barrière de l'Esseillon, Savoie.

Le développement des territoires alpins par la valorisation du tourisme, la relance de la fréquentation de la montagne, notamment par une offre quatre saisons, le patrimoine : si les deux premiers thèmes sont depuis déjà plusieurs années les chevaux de bataille de la Grande Traversée des Alpes, le patrimoine est, il faut le reconnaître, assez nouveau dans ses préoccupations. Mais tout aussi important pour proposer à la clientèle une offre insolite et dynamique qui installera, espérons-le, le réseau *Sentinelles des Alpes* comme l'une des composantes culturelles majeures du tourisme alpin.

Désormais conforté par un comité de pilotage mis en place en avril 2010, le réseau affiche aujourd'hui un réel enthousiasme en participant activement aux réunions organisées. Des actions variées sont d'ailleurs menées afin de renforcer les liens dans le réseau telle que la mise en place d'un extranet et d'un parrainage entre sites, qui permettront aux forts du réseau de partager leurs expériences, leurs documents et leurs informations techniques.

Mais *Sentinelles des Alpes*, c'est aussi et surtout un patrimoine à valoriser et à transmettre. Pour cela, la GTA travaille à la création d'un guide sur la médiation culturelle, ou comment accompagner les propriétaires publics, associatifs et privés des forts à proposer des actions traditionnelles ou innovantes pour la découverte de leur site. Une étude sur les nouveaux outils numériques devrait aussi voir le jour courant 2011 pour tenter de repérer les dispositifs les plus adaptés pour la valorisation du patrimoine. L'aspect ludique est également une piste à explorer, comme le démontre l'exemple de

la *Promenade savoyarde de découverte* dans le Fort Victor Emmanuel à Aussois.

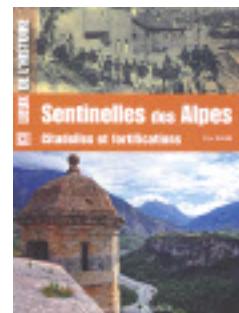
Enfin, les *Sentinelles des Alpes* proposent désormais quatre itinéraires, récemment imaginés en concertation avec les membres du réseau : en Dauphiné et Savoie, entre Maurienne et Briançonnais, aux portes du Queyras et en Ubaye et le Grand Tour du Mercantour. La GTA retrouve là sa mission première : animer des itinéraires pour développer les territoires alpins traversés. Une nouvelle aventure commence, entre itinérance alpine et patrimoine.

Diane Rasseigneur

Sentinelles des Alpes, le livre

Paru cet été aux Éditions Ouest France, *Sentinelles des Alpes, Citadelles et fortifications* a été écrit par le général Yves Barde. L'ouvrage retrace l'histoire des forts alpins, de Vauban à Maginot. Les dernières pages présentent les itinéraires développés par la GTA.

Sentinelles des Alpes, citadelles et fortifications
Éd. Ouest France,
17,90 €.



Aix-les-Bains en 1860

L'exposition intitulée « Aix en 1860 », réalisée par le service de l'Inventaire du patrimoine culturel, Région Rhône-Alpes/Ville d'Aix-les-Bains¹, présente un état de la ville au moment du rattachement de la Savoie à la France². Cette vision d'Aix-les-Bains, arrêtée en 1860, s'attache plus particulièrement à l'urbanisme et à l'architecture de la cité, tout en dressant un panorama de son développement économique et de la vie culturelle de la station thermale.



INVENTAIRE

Notes

1. Depuis le 1^{er} janvier 2005, la Région s'est vu transférer les compétences en matière d'Inventaire du patrimoine culturel. Le 26 juin 2009, la Région Rhône-Alpes (succédant à l'État) et la Ville d'Aix-les-Bains ont signé une nouvelle convention pour la poursuite de l'inventaire de la commune. Voir *La rubrique des patrimoines de Savoie*, n° 13, juin 2004 et n° 22, décembre 2008.

2. Conçue dans le cadre des célébrations du 150^e anniversaire de la réunion de la Savoie à la France, l'exposition a été présentée au Musée Faure du 11 septembre au 24 octobre 2010.

3. Le recensement de 1858 confirme le caractère encore rural de la commune. Le chef-lieu, qui ne regroupe que 53 % des habitations, est entouré de nombreux hameaux. Sur une superficie de 1 068 ha, seuls 52 ha sont construits.



En 1860, au moment où 1 091 électeurs, soit la quasi-totalité du corps électoral local, approuvent la réunion de la Savoie à la France, Aix-les-Bains ne représente encore qu'un bourg de 4 200 habitants environ. Le centre-ville, à l'étroit dans ses remparts, occupe un espace restreint autour du château. Les nouvelles constructions se développent principalement le long de la route de Chambéry à Genève. Le paysage, largement rural³, est fortement marqué par la vigne implantée non seulement sur les coteaux ensoleillés mais aussi dans la plaine. Cependant, Aix s'affirme comme centre urbain, moins par son cadre que par la mentalité qui s'y développe. Le secteur de l'hôtellerie-restauration occupe désormais dans l'économie aixoise une part équivalente, voir légèrement supérieure, à l'agriculture.

Les premiers frémissements urbains et architecturaux

Au milieu du XIX^e siècle, grâce au thermalisme, Aix-les-Bains est une des rares villes de Savoie en expansion. L'économie touristique n'en est, cependant, qu'à ses balbutiements et les plans d'urbanisme qui se succèdent depuis 1739 ont bien du mal à s'imposer faute de moyens. Néanmoins, aux alentours de 1860, la ville qui conserve encore l'essentiel de ses fortifications commence à changer de physionomie.

Reliant la Place centrale à l'établissement thermal, la rue des Bains est élargie entre 1846 et 1847, afin de dégager la perspective sur les thermes. De même, pour agrandir la petite place située devant ceux-ci, plusieurs maisons sont démolies en 1854. L'objectif n'est que partiellement atteint et le déga-

gement de la façade des bains sera poursuivi après l'Annexion.

La création d'une nouvelle route contournant la ville est projetée dès 1808 pour désengorger le centre. Établie, entre 1852 et 1854, sur un ancien chemin longeant les remparts, la rue du Casino est la première à être aménagée en dehors des murs. En 1853, une nouvelle rue la relie à la Place centrale afin de mettre le casino en relation directe avec l'établissement thermal.

Visant moins au bien-être des habitants qu'à l'amélioration de l'image de la station thermale, le conseil municipal a entrepris depuis le milieu du siècle quelques actions pour améliorer la propreté et la salubrité de la ville : canaux d'écoulement couverts, macadam, trottoirs, éclairage des rues... En matière d'urbanisme, il impose des constructions en pierre, des couvertures d'ardoises ou de tuiles, des avant-toits plafonnés, des galeries et balcons en pierre avec garde-corps en fer, mais peine à faire respecter cette réglementation au-delà de la Place centrale. Aix conserve un aspect rustique et nombre de maisons ont encore « des tournures de chaumières ». Ces dernières, situées principalement dans le quartier des thermes et aux sorties du bourg, se caractérisent par un toit à forte pente couvert de chaume ou de tuiles et par un escalier extérieur que prolonge un balcon en bois protégé par l'avancée du toit.

À côté de ces maisons semi-rurales, des maisons de ville bordent les rues du centre de l'agglomération. Ce sont des constructions mitoyennes d'un ou deux étages dont le rez-de-chaussée est dévolu à un commerce.

Beaucoup d'immeubles ont été démolis et reconstruits après 1860 ; cependant, ceux qui subsistent, permettent d'appréhender la physionomie de la ville au milieu du XIX^e siècle. Ils ne se distinguent souvent des maisons de ville que par leurs dimensions. Les rares corniches visibles aujourd'hui, de même que les toits brisés ou les balcons individuels sont dus à des remaniements postérieurs. Conformément aux règles d'urbanisme, dans les rues

[en haut] Le chalet construit pour Marie de Solms en 1854 ; façade ouest après adjonction de lucarnes. Phot. fin du XIX^e siècle (AC Aix-les-Bains).

[en bas] L'établissement thermal de Marlioz construit en 1860. Gravure, Atelier Formstecher Frères à Paris (AC Aix-les-Bains).



étroites, les façades principales ne comportent pas de balcon. Mais en revanche, balcons et galeries en bois règnent presque systématiquement, à chaque niveau, devant la façade postérieure. À l'opposé de ces modèles anciens, les immeubles situés Place centrale et dans les rues nouvellement percées témoignent de la volonté des maîtres d'œuvre de créer une architecture véritablement urbaine. Tout en respectant l'interdiction de construire plus de deux étages et en se conformant aux usages locaux dans l'emploi des matériaux et des formes des toitures, les bâtiments adoptent des partis architecturaux plus élaborés.

Enfin, à côté des demeures de notables souvent mentionnées dès le XVII^e siècle, apparaissent, peu avant le milieu du XIX^e siècle, les « villégiatures » porteuses de formes nouvelles. Le chalet de Solms, construit entre 1854 et 1855 dans un secteur encore peu urbanisé, en est l'un des premiers exemples. Là, exilée par l'Empereur, Marie de Solms, petite-fille de Lucien Bonaparte, recrée un salon littéraire et tente d'y reproduire la vie brillante connue à Paris, contribuant ainsi au renom de la station thermale. Dans un petit théâtre construit à proximité de sa maison, elle fait jouer ses propres pièces mais également les œuvres d'auteurs de renom tel Alfred de Musset.

La vie aux eaux

Le chemin de fer permet un gain de temps considérable. Raccordée au « Victor Emmanuel » depuis 1856, puis au réseau français depuis l'achèvement de la liaison Aix-Culoz en 1858, Aix n'est plus qu'à 14 heures de la capitale française en train express ; Lyon est désormais à 3 h 30, alors que le trajet en diligence durait environ 12 heures. De plus, le rattachement de la Savoie à la France, en supprimant les difficultés douanières qui étranglaient jusque-là l'économie aixoise, favorise le séjour des « étrangers ». On estime alors leur nombre aux alentours de 4 000 par an, contre 1 200 au début du siècle. La date de 1860 marque un tournant dans le développement du thermalisme. La station se dote de deux nouveaux équipements majeurs pour accueillir les curistes : les thermes Pellegrini destinés à agrandir l'ancien établissement thermal et les thermes de Marlioz, au sud de la ville.

Commencé sous le règne du roi Victor Emmanuel II entre 1857 et 1858, le chantier des thermes Pellegrini reprend avec l'empereur Napoléon III qui, lors

de sa venue en Savoie en août 1860, décide de financer son achèvement en échange de la cession de l'ensemble à l'État.

Contrairement aux thermes royaux, puis nationaux du centre-ville, les thermes de Marlioz, inaugurés le 3 août 1861, sont dus à une initiative privée. À proximité, un chalet mauresque propose aux curistes et aux promeneurs un café-restaurant, des salons de lecture, une salle de billard et des appartements.

Promenades et distractions font partie intégrante de la cure et conditionnent la réussite du séjour. Le baigneur se voit proposer des excursions en calèche, à dos d'âne ou en barque sur le lac. Il visite les grottes des sources, les vestiges romains ou déambule dans les parcs. Les lieux de convivialité propices aux rencontres, comme les cafés et les restaurants, se multiplient. Mais c'est le casino Grand Cercle qui constitue le cœur de la vie mondaine et concentre les animations. L'inauguration de cet établissement, le 15 juillet 1849, marque véritablement le point de départ de l'essor de la station.

L'infrastructure hôtelière connaît un développement considérable dans les années 1850. La ville compte 20 hôtels en 1857 contre 10 en 1853. La plupart prennent possession de maisons d'habitation transformées et parfois regroupées, pour s'adapter à leur nouvelle destination. Ces hôtels ne présentent pas de typologie particulière et leur rez-de-chaussée reste dévolu à d'autres commerces.

Exposition

Aix-les-Bains – accès libre
du 3 janvier au 31 mars 2011
Espace Rhône-Alpes, 603 bd Wilson
du lundi au vendredi de 13h 30 à 17h

L'exposition s'articule autour de 7 thèmes

- Le contexte historique et politique
- La physionomie de la ville
- Les transports et communications
- La vie aux eaux
- Les bâtiments publics
- La vie urbaine
- La vie rurale



www.patrimoine-aixlesbains.fr

[à gauche] La place Centrale, après le percement de la rue des Bains prolongée en 1853. Dess. et lith. Muller (AC Aix-les-Bains).

[à droite] Arc de triomphe dressé sur le passage de l'empereur Napoléon III, en 1860, à l'entrée nord de la ville. Dess. Rohaut de Fleury, grav. J. Caildrau (AC Aix-les-Bains).

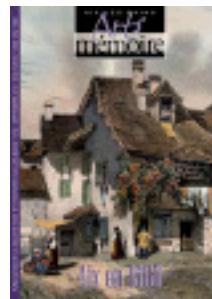
Deux établissements seulement sont créés *ex nihilo* : l'Hôtel du Globe et l'Hôtel Royal de Savoie, futur Grand Hôtel d'Aix. Ils adoptent un parti architectural spécifique qui se développe à la même époque dans nombre de villes d'eau : l'ensemble des pièces s'organise autour d'un atrium central couvert d'une grande verrière zénithale.

Les pensions, très prisées dans la première moitié du siècle, semblent marquer le pas vers 1860. Concentrées autour de l'établissement thermal ou de la Place centrale, les 25 pensions recensées occupent toutes des maisons anciennes.

En outre, durant la saison, presque tous les habitants d'Aix mettent en location des logements allant de la vaste demeure à la simple pièce. Vers 1860, apparaissent également des villas ou maisons de campagne à louer aux environs.

Le rattachement de la Savoie à la France représente une véritable opportunité pour la ville ; des projets d'urbanisme peuvent être mis en œuvre grâce aux nouvelles sources de crédit ouvertes par la France. L'année 1860 est véritablement une date charnière pour l'essor de la station thermale qui va devenir l'une des plus renommées d'Europe.

Marie-Reine Jazé-Charvolin
et Philippe Gras



N° 59 de la revue *Arts&mémoire*, éditée par la SAHA, consacré à l'exposition. En vente aux Archives municipales, 2 rue Lamartine et dans les librairies aixoises – 8,50 euros.

de la source à l'usine

l'inventaire patrimonial de l'eau dans la vallée du Fier



INVENTAIRE

Le département de la Haute-Savoie possède encore de nombreuses traces de sa longue tradition industrielle : principale source d'énergie avant l'utilisation du charbon, la rivière porte en elle plusieurs enseignements. Dans les Alpes, il en découle plusieurs déclinaisons, autant de témoins de l'évolution des techniques industrielles depuis plus de 150 ans. Espace charnière, implanté à la frontière de la Suisse et de l'Italie, la Savoie du XIX^e siècle est alors un véritable laboratoire où s'élabore une réflexion progressiste pour l'époque, autour du thermalisme et des énergies hydrauliques. Dans ce contexte, l'Assemblée des Pays de Savoie s'est engagée depuis plus de deux ans dans un projet d'inventaire du patrimoine hydraulique des deux départements savoyards. Cette rapide présentation de l'état d'avancement de l'inventaire du patrimoine hydraulique en Haute-Savoie, permet de compléter l'article proposé par la Conservation départementale de Savoie dans le n°25 de La Rubrique des patrimoine de Savoie.

Un état des lieux diversifié

Pensé comme un outil de diffusion, ce repérage thématique s'adresse au plus grand nombre et délivre un diagnostic territorial fondé sur une approche globale. Cette étude bi-départementale a pris la forme d'une enquête systématique des sites suivant les méthodes descriptives et les outils logistiques (base de données) du service régional de l'inventaire de Rhône-Alpes¹. Issue d'une longue tradition scientifique, la territorialisation de la gestion de l'eau par bassin en France remonte au XVII^e siècle. Le bassin hydrographique constitue une unité territoriale délimitée par des lignes de crête dont les eaux alimentent un exutoire commun. De ce fait le bassin-versant reste pour cet inventaire l'unité territoriale de référence. La Direction des affaires culturelles de la Haute-Savoie a décidé pour la première année de cet inventaire, de privilégier trois bassins de la vallée du Fier. La démarche poursuivie a permis d'identifier plus d'une centaine de sites à partir de critères relevant à la fois de l'architecture, de l'histoire et de la mémoire. Plus de 59 communes composant les trois bassins-versants du Fier ont été parcourues. Arborant des styles variés, jouant sur les évolutions techniques, les objets identifiés démontrent la capacité d'adaptation des usiniers face à la contrainte hydrologique. Ces infrastructures témoignent de la diversité des formes d'aménagement et des paysages. La densité des torrents, rivières et autres ruisseaux offrait aux industriels un potentiel énergétique réel et inépuisable.

Les composantes hydrauliques du bassin annécien

Les massifs du Semnoz, des Aravis et des Bauges, sources du Fier et du lac d'Annecy, concentrent dans cet espace une industrie variée représentative de tout l'arc alpin. Sur les contreforts des vallées humides, riches en force hydraulique, des corridors

industriels et artisanaux se sont constitués. Le torrent du Fier naît à 2 500 mètres d'altitude au pied du Mont Charvin et coule globalement d'est en ouest jusqu'à sa confluence avec le Rhône en aval de Seyssel. Ce cours d'eau reçoit le Nom, la Fillière, le Thiou, exutoire du lac d'Annecy, et le Chéran. Son bassin-versant est recouvert de bois, de prairies, de pelouses et de rochers aux altitudes les plus fortes, il se pare d'un écran de verdure dans l'avant-pays. De ce site exceptionnel découle une occupation économique rationnelle. Le débit du Fier reste variable mais le torrent concentre dans l'avant-pays savoyard la force nécessaire pour l'établissement d'un chapelet de centrales hydroélectriques. À l'aube du XX^e siècle, l'industrie tend à se spécialiser dans le bassin du Fier inférieur ; l'activité traditionnelle disparaît progressivement, concurrencée par les usines des rives du Thiou. Dans le bassin-versant du lac d'Annecy, le développement d'une activité diversifiée s'explique par l'abondance de matières premières acheminées des Préalpes et la présence d'un important réservoir d'eau douce. En amont du lac, la persistance d'un artisanat de proximité est due au développement des industries d'Ugine en Savoie. En redistribuant des revenus dans les communes voisines, la cité manufacturière garantit le renouvellement d'une main-d'œuvre itinérante et participe au maintien du tissu économique. Riches en rivières et en ressource forestière, les vallées d'altitude constituent alors des couloirs industriels très actifs, les villages des Clefs, de Thônes et Manigod en contrôlent les accès.

Du moulin à la scierie : vers le renouveau de l'énergie hydraulique dans les Aravis

Partie intégrante du bassin-versant du Fier supérieur, les vallées de Thônes apparaissent comme un exemple singulier mais cohérent. Située à la confluence de deux cours d'eau d'importance, la paroisse de Thônes constitue dès l'époque médiévale, un point de passage qui verrouille l'échappée nord du Nom, le défilé est-ouest du Fier et la vallée nord-sud de Montremont². Basée sur les principes d'une économie des subsistances, cette civilisation du bois³ surexploite la forêt. Avec l'eau, la forêt constitue la première richesse des communautés agro-pastorales de montagne. Les usages du bois sont multiples, principal combustible, il entre aussi dans les procédés de fabrications artisanaux et industriels, c'est aussi un matériau de construction solide et léger. Du Moyen Âge aux Trente Glorieuses, plusieurs facteurs favorisent son exploitation au détriment de la meunerie. Attachée à une économie vivrière axée principalement sur la culture des céréales, la vallée de Thônes connaît



Cascade, grotte de La Balme-de-Thuy, scierie de Morette, près de Thônes, planche de l'album « Nice & Savoie », 1864. Coll. Paul Payot, Conseil général de Haute-Savoie.



L'Écomusée du bois et de la forêt

Située à Thônes, au cœur de la vallée de Montremont, et inaugurée en 1993, cette structure gérée par l'association « Thônes Patrimoine et Culture » abrite une ancienne scierie hydraulique du XIX^e siècle en parfait état de fonctionnement, appartenant à la Commune de Thônes. L'Écomusée, au travers de ces nombreuses activités d'animation et d'éducation à destination de tous types de publics, a pour objectifs de :

- faire découvrir le milieu forestier et éduquer à l'environnement,
- aborder l'histoire de l'homme en montagne et notamment celle de la filière bois,
- éveiller l'intérêt à des métiers et pratiques liés au travail du bois.

Son activité « phare », la visite de la scierie des Étouvières (proposée avec une démonstration de sciage), est complétée par de nombreuses autres activités :

- sentiers « découverte du milieu forestier et du paysage »,
- ateliers d'initiation à la menuiserie,
- démonstrations de débardage de bois par câble,
- visites d'entreprises de la filière-bois ... et encore bien d'autres programmes pédagogiques d'éducation à l'environnement...

un bouleversement considérable puisque les moulins et autres battoirs se transforment progressivement en scieries. Qu'il soit seigneurial, royal ou impérial, le pouvoir souhaite imposer une gestion plus efficace de l'eau et du bois. Le progrès, le développement des infrastructures ferroviaires, la consolidation des banques et l'entrée dans le marché national français dès 1860, entraîne une spécialisation de l'industrie savoyarde. Afin de lutter contre les autres centres industriels, la Savoie développe une filière du bois performante. Des mesures plus coercitives sont engagées par l'administration centrale pour réguler les déboisements. Paradoxalement, les scieries connaissent une croissance importante, on en dénombre plus d'une trentaine dans ce secteur en 1881. La demande croissante en matériaux de construction, pousse les usiniers à augmenter leurs rendements mais autre paradoxe, les procédés artisanaux de production perdurent. Dans la mesure où la pente le permet, les scieries se suivent en cascade. Ainsi, en 1906, sur les douze kilomètres qui séparent le hameau du Fernuy au lieu de la Vacherie, 29 usines profitent de la dénivellation du Nom et de tous ses affluents.

Des ressources hydrographiques sous-exploitées

En bordure du Nom, la présence d'un artisanat dispersé est révélatrice du potentiel énergétique de la rivière. Certains particuliers construisent des usines hydroélectriques de faible capacité dès 1893. Cependant face à un réseau de distribution déficient et devant l'appétit des arrondissements voisins, la *Société des Forces motrices du Fier* souhaite dès les années 1930, revaloriser ce secteur. La Compagnie dépose le 1^{er} mai 1940 une demande en vue d'obtenir une concession de 75 ans avec déclaration d'utilité publique de la chute de la Crossaz sur le Nom. L'avant-projet comprend l'utilisation de la rivière du Nom entre le chef-lieu de la Clusaz au lieu-dit Les Lombardes, commune de Saint-Jean de Sixt, et le lieu-dit de la Crossaz, commune de Thônes, à 3,3 km en amont du chef-lieu de Thônes. La compagnie projette la construction d'un barrage en béton d'une capacité de 700 000 mètres⁴ cubes, d'un tunnel de dérivation, d'une chambre d'équilibre avec conduite forcée enfin d'une usine hydroélectrique installée en rive gauche du Nom. L'aménagement laisserait un débit moyen jugé insuffisant pour le maintien de l'acti-

tivité des artifices se trouvant en aval du barrage, l'entreprise propose un dédommagement aux propriétaires. La nationalisation des biens des entreprises de production d'électricité et l'avènement d'*Énergie de France* entraînent l'abandon du projet. Néanmoins, cette remise en question a favorisé, à l'époque, dans une certaine mesure, la préservation d'un patrimoine paysager de qualité. Consciente de cet héritage, la commune de Thônes a décidé de valoriser cette architecture fonctionnelle en ouvrant en 1993, un écomusée du Bois et de la Forêt.

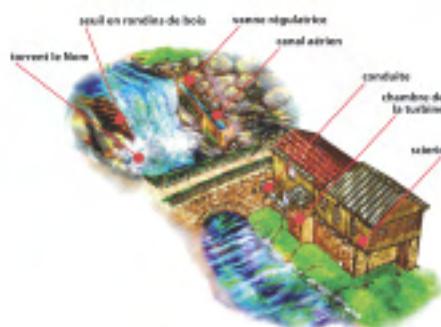
Samir Mahfoudi

Notes

1. Un article rédigé en 2008 fait une présentation détaillée de la méthodologie mise en place conjointement par la Conservation départementale de la Savoie, la Direction des Affaires culturelles de la Haute-Savoie avec l'appui du service régional de l'inventaire.
2. Pochat-Baron François, *Histoire de Thônes : depuis les origines les plus lointaines jusqu'à nos jours*, Paris : Res Universis, 1992, 435 pp.
3. Les Amis du Val de Thônes, *La Forêt et le travail du bois dans la vallée de Thônes*, Thônes : Les Amis du Val de Thônes, 1990, pp. 45-150.
4. In AD Haute-Savoie 4W2 : curages des cours d'eau : aménagement de la chute de la Crossaz sur le Nom. 1940-1941.

Bibliographie

- Congrès des sociétés savantes de Savoie, *Campagne, forêts et alpages de Savoie (XIII^e-XX^e siècle)*, actes du XXXIII^e congrès des sociétés savantes de Savoie, Thônes, septembre 1990, Thônes : Amis du Val de Thônes, 1992, 327 p.
- Les Amis du Val de Thônes, *La vie agricole dans la vallée de Thônes : des origines à nos jours*, Thônes : Les Amis du Val de Thônes. 1992, 176 p.
- Les Amis du Val de Thônes, *La Forêt et le travail du bois dans la vallée de Thônes*, Thônes : Les Amis du Val de Thônes, 1990, 144 p.
- Les Amis du Val de Thônes, *Métiers d'autrefois dans la vallée de Thônes*, Thônes : Amis du Val de Thônes. 1987, 110 p.
- Pochat-Baron François, *Histoire de Thônes : depuis les origines les plus lointaines jusqu'à nos jours*, Paris : Res Universis, 1992, 435 p.



Vue cavalière de la scierie Leutraz, Les Villards-sur-Thônes, croquis S. Mahfoudi / APS-CG74.



ACTUALITÉS PATRIMOINE

Un programme de journées professionnelles transfrontalières qui se poursuit

Les formations transfrontalières sont une des actions communes du projet européen *Patrimoines en chemin*, associant le Conseil général de la Savoie, la Région autonome Vallée d'Aoste, l'Écomusée Paysalp et le Réseau Empreintes 74. Destinées aux acteurs de la mise en valeur du patrimoine, ces journées répondent à un besoin de professionnalisation, par le biais d'échanges, de partages d'expériences et de savoir-faire.

Après les premières journées professionnelles consacrées à « la médiation culturelle » au printemps 2010, de nouvelles se sont déroulées du 13 au 15 octobre dernier. Une vingtaine de participants franco-valdôtains s'est retrouvée à Aymavilles en Val d'Aoste autour de la « collecte et conservation du patrimoine immatériel »¹.

Les aspects de collecte ont été présentés par des expériences concrètes menées principalement en Val d'Aoste autour de la photographie (projet « dimension montagne »²), du film, d'enquêtes ethnographiques orales et sonores et de l'archivage qui en découle. Chaque projet a révélé la nécessaire implication des populations locales, dépositaires



Intervention d'Albino Impérial, vice-président de l'Association valdôtaine d'archives sonores (AVAS), le 13 octobre 2010 à Aymavilles.

et destinataires de ce patrimoine. L'association AVAS – *Associazione Valdostana Archivi Sonori* – porte ainsi depuis 1980 le souci constant de créer une mémoire vivante du pays, afin de « regarder ce que nous avons été pour reconnaître ce que nous voulons être »³. Loin d'une approche romantique, passéiste et figée, la collecte du patrimoine immatériel implique dès le départ de penser à sa restitution pour et avec les habitants, par des médiations variées, inventives et évolutives.

Les deux autres journées ont abordé respectivement les notions plus techniques et déontologiques de la conservation, de la restauration et de la diffusion de ce patrimoine avec entre autres la question du droit d'auteur. La fragilité des supports (photographies, films, bandes sonores...) a été constamment rappelée et les intervenants ont particulièrement insisté sur le manque de recul quant à la durée de vie des moyens numériques actuels.

Une table-ronde a également permis de dégager des éléments de réflexion autour de la problématique : « patrimoine immatériel, patrimoine de demain ? », notamment à une époque où la question de l'identité, des identités, est vive. Un intervenant a rappelé que l'identité est une notion « dynamique » et « plurielle ». Notre rôle en tant que professionnel du patrimoine, à la croisée des sciences humaines et sociales, fait bien appel à ces mêmes principes... Ces journées n'ont cessé de le conforter.

Patrimoines en chemin, c'est aussi en Savoie de nouvelles réalisations, tant pour le Réseau départemental des Musées et Maisons thématiques que pour les Itinéraires Remarquables.

Promouvoir l'offre des Musées et Maisons thématiques

Afin de mieux faire connaître les activités pédagogiques conçues dans les sites du Réseau départemental aux enseignants des écoles primaires des collèges et des lycées, une brochure a été conçue par la conservation départementale du patrimoine et sera adressée aux établissements scolaires d'ici janvier 2011. Ce document référence pour chaque lieu de visite l'offre proposée : thèmes abordés, supports de visite, médiation et tranche d'âge concernée. Il rappelle également le dispositif des Itinéraires Historiques, mis en place par le Conseil général, pour permettre aux classes des écoles primaires et des collèges qui mènent un projet pédagogique autour du patrimoine ou de l'histoire de Savoie, de bénéficier d'une aide financière pour le transport et la visite de sites patrimoniaux. De plus, les fiches détaillées de chaque musée seront mises à disposition des enseignants, sur le site Internet du Conseil général.

D'autre part, les animations théâtrales avec la Compagnie Timshel se poursuivent. Depuis septembre, deux représentations ont eu lieu, à la Basilique Saint-Martin – Musée lapidaire d'Aime lors des Journées Européennes du Patrimoine, et au Musée de l'Ours des Cavernes à Entremont-le-Vieux le 31 octobre dernier.

Enfin, le dépliant consacré à l'archéologie en Savoie va être réédité. Il invitera les touristes comme les habitants à aller à la rencontre de ce patrimoine, dans les territoires savoyards.

Poursuivre la valorisation des hautes vallées par les Itinéraires remarquables

Après la publication et la diffusion de la brochure consacrée au territoire Val d'Arly, Beaufortain et Haute Tarentaise, la signalétique culturelle vient d'être posée. Ainsi, dans 8 communes de ce parcours, 10 panneaux d'interprétation présentent quelques édifices majeurs du patrimoine. S'il s'agit essentiellement d'édifices religieux, l'histoire des villages est souvent rappelée.

L'édition de l'*Itinéraire Remarquable* n°10, de Bourg-Saint-Maurice-les Arcs à Modane par le col de l'Iseran est achevée. Ce document, dans la lignée des précédents, offre une découverte patrimoniale des grands cols alpins transfrontaliers (Petit Saint-Bernard, Iseran et Mont-Cenis) et des communautés montagnardes locales.

Guillemette Clouet & Sandrine Vuillemet



Animation théâtrale, Compagnie Timshel, Musée de l'Ours des Cavernes, 31 octobre 2010.

Notes

1. La Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel adoptée en 2003 à Séoul définit par patrimoine culturel immatériel « les pratiques, représentations et expressions, les connaissances et savoir-faire que les communautés et les groupes et, dans certains cas, les individus, reconnaissent comme partie intégrante de leur patrimoine culturel ».

2. www.dimensionmontagne.org. Le principal objectif du projet est la création d'un réseau de documentation transfrontalière sur la culture de la montagne, à partir de la force évocatrice de la photographie.

3. Albino Imperial, l'un des fondateurs et vice-président de l'association AVAS.

notes de lecture



Hautecombe

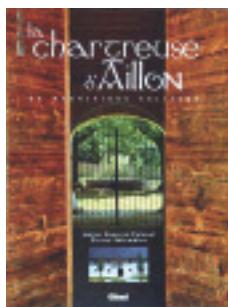
par Dom Romain Clair
éd. Société d'art et d'histoire
d'Aix-les-Bains, 2010
ISBN 2-9519691-7-1, 48 €

Dom Romain Clair (1928-2003) a trouvé dans l'abbaye de Hautecombe sa source d'inspiration : spirituelle en tant que moine bénédictin, temporelle en tant qu'archiviste du monastère. À ce dernier titre, il est devenu son historien, édifiant patiemment durant de nombreuses années de recherche, au fil d'articles et d'ouvrages, une somme de référence, ce qui lui vaudra d'être élu membre de l'Académie de Savoie en 1985. À travers cet ouvrage, la Société d'art et d'histoire d'Aix-les-Bains lui rend hommage et contribue à assurer la pérennité de ses nombreux écrits sur l'histoire de l'abbaye de Hautecombe.

Ce grand volume bénéficie d'une édition de très grande qualité, ainsi qu'un appendice ne comportant pas moins de 160 pages d'iconographie. L'histoire de l'abbaye de Hautecombe, monument emblématique de de la Savoie, se révèle ici dans toute sa dimension.

La Chartreuse d'Aillon, la magnifique solitude

par Janine Guerraz-Colonel
et Pierre Salembier
éd. Glénat, 2010
ISBN 978-2-7234-7188
6,39 €



Au XII^e siècle, bénéficiant de l'essor du monachisme rénové, une petite communauté de chartreux s'installe dans la combe de Lourdens, en plein cœur du massif des Bauges, dans un endroit certes reculé, mais non pas un « désert » puisque des communautés

paysannes vivaient à cet endroit depuis fort longtemps. Pendant six siècles, les moines vont être des acteurs marquants du massif, y développant l'agriculture, l'élevage, mais aussi l'industrie du fer. Ils vont bâtir un imposant ensemble architectural que l'ouvrage permet d'appréhender.

L'arrivée des troupes révolutionnaires françaises en Savoie sonne le glas de la communauté monastique et des bâtiments. Du grandiose ensemble initial ne subsiste aujourd'hui que le bâtiment d'accueil, avec ses magnifiques arcades, ainsi que l'ancien portail extérieur de la chartreuse, qui constitue la façade de l'église actuelle d'Aillon-le-Jeune. Sauvée de la ruine grâce à la mobilisation de quelques passionnés, inscrite à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments historiques en 1994, la Chartreuse a fait l'objet d'une réhabilitation ambitieuse. Le Parc naturel régional du massif des Bauges y a installé une maison thématique dédiée au patrimoine culturel et à la vie rurale du massif. Un ouvrage de référence sur ce bâtiment exceptionnel du Massif des Bauges.

Sainte-Marie d'Aulps. Une abbaye cistercienne en pays savoyard

Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne ouvrage collectif
sous la direction d'Anne Baud et Joëlle Tardieu, éd. ALPARA 2010, ISBN 2-916125-04-3 30 €

Sous la direction d'Anne Baud (Université Lyon II) et de Joëlle Tardieu (DRAC), quinze chercheurs de différentes disciplines : archéologues, historiens, historiens de l'Art, ethno-botaniste ont participé à l'élaboration de ce numéro de la collection des Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne (DARA) consacré à l'abbaye d'Aulps. Ce volume très complet, d'une grande rigueur scientifique et agréable à lire, ravira tous ceux et celles qui s'intéressent de près ou de loin à Aulps, à la

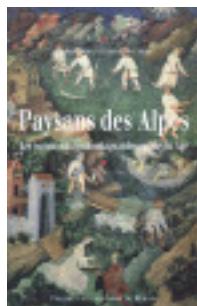


Savoie du Moyen Âge et plus largement à l'histoire monastique. Bénéficiant d'une importante iconographie, cet ouvrage livre une superbe synthèse des recherches scientifiques menées depuis quinze ans à l'abbaye d'Aulps dont le rôle spirituel et temporel fut si important en Savoie.

Paysans des Alpes. Les communautés montagnardes au Moyen Âge

par Nicolas Carrier et Fabrice Mouthon
Presses universitaires de Rennes 2010, ISBN 978-2-7535-1091-3 18 €

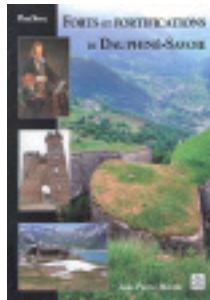
Cet essai historique fait la synthèse de plusieurs centaines de publications savantes, à la lumière des acquis récents de l'histoire rurale en Europe. Le grand mérite des auteurs, historiens et spécialistes des Alpes médiévales, est d'avoir su rendre compte au travers d'éléments disparates, d'une logique dans la construction des sociétés agropastorales montagnardes au Moyen Âge. L'émergence de communautés paysannes dans les Alpes accompagne la mise en place d'une société solidaire et organisée, qui a permis la mise en valeur d'un milieu âpre et difficile, ainsi que l'affirmation d'une autonomie – plus ou moins grande en fonction des régions – liée à l'émancipation vis-à-vis de la tutelle des pouvoirs seigneuriaux. Un ouvrage de spécialistes, très dense, et néanmoins d'une grande clarté.



Forts et fortifications de Dauphiné-Savoie

par Jean-Pierre Martin
éd. Alan Sutton, 2010, 23 €

C'est une évidence : les monuments fortifiés appartiennent à notre culture et font partie de notre paysage patrimonial. Les anciennes provinces du Dauphiné et de la Savoie, outre la montagne, partagent une histoire riche en conflits. Elles en ont gardé en héritage d'innombrables témoignages de leur passé belliqueux, dont certains sont les fleurons de leur patrimoine. Au fort Barraux, à la Bastille de Grenoble, au



château de Vizille, aux forts de Briançon résonnent en écho la forteresse de Miolans, les Châteaux de Menthon et Chillon et la barrière des forts sardes de l'Esseillon. Jean-Pierre Martin nous invite à découvrir les forts et fortifications de Dauphiné-Savoie au travers de textes historiques très documentés accompagnés de nombreuses photographies en couleur.

Roches de mémoire. 5 000 ans d'art rupestre dans les Alpes

par Emmanuel Breteau
éd. Errance, coll. Pierres tatouées 2010, ISBN 978-2-87772-422-7 39 €

Cet ouvrage propose une vision d'ensemble de l'art rupestre dans les Alpes françaises, italiennes et suisses. Durant dix années, Emmanuel Breteau a parcouru les Alpes, en fond de vallée, dans les alpages ou encore près des sommets, en quête de ces gravures, pour les photographier, souvent de nuit, sous des éclairages qui révèlent le moindre détail gravé, permettant ainsi la meilleure « lisibilité » de chaque motif. De ce travail colossal, il nous livre une sélection de 230 photographies d'une grande force évocatrice, qu'il accompagne de textes signés des plus grands spécialistes de l'art rupestre alpin. Il s'est également adjoint l'aide d'un ethnologue dont les enquêtes sur les gravures pastorales contemporaines nous renseignent sur la signification de l'acte de graver. Pourquoi ces signes gravés depuis des temps immémoriaux nous fascinent-ils ? Le mystère de leur sens perdu évoquent-ils le souvenir des origines ?



NOTES DE LECTURE

Ce très bel ouvrage nous permet d'appréhender la richesse des gravures rupestres alpines et de nous interroger sur l'énigme que ce patrimoine fragile représente, symbole de cultures montagnardes disparues.

Vinciane Nél

- Actualités patrimoine **3 à 5**
- Monuments historiques **6 à 9**
- Collections départementales **10 & 11**
- Actualités Ville d'art et d'histoire **12 & 13**
- Dossier – Le PNRP **14 à 17**
- Architecture **18 & 19**
- Beaux-arts **20**
- Archives départementales **21**
- Archéologie **22 & 23**
- Antiquités & objets d'art **24**
- Patrimoine fortifié **25**
- Inventaire **26 à 29**
- Actualités patrimoine **30**
- Livres **31**



CONSEIL GENERAL

